

SAMEDI MATIN

Nadine Garcia – Hauts-de-Seine

Pour le rayonnement de notre parti, pour ne pas revivre un duo Macron-Le Pen, engageons-nous dès maintenant– Pour une dynamique populaire victorieuse en 2022.

Nous connaissons les urgences auxquelles nous sommes confrontés : écologique, sociale, économique, démocratique, féministe, antiraciste, ...

Des mouvements sociaux puissants tentent de relever ces défis. Les mobilisations antiracistes et contre les violences policières, les manifestations de Gilets Jaunes, les cortèges syndicaux, les marches féministes, les défilés pour le climat rassemblent des millions d'entre nous. Ces luttes posent la question du changement de système. mais la traduction politique de leurs mots d'ordre fait défaut : c'est là, la responsabilité la plus fondamentale des communistes.

Nous devons être au rendez-vous de l'Histoire.

Car dans le même temps, l'extrême-droite, dopée par les incertitudes et les peurs, oppose une réaction puissante à ces dynamiques révolutionnaires. Les exemples états-unien, brésilien ou turc nous rappellent que les classes dominantes n'hésitent pas à recourir à des solutions autoritaires lorsqu'elles ont besoin de mater les mouvements sociaux. La perspective d'un duo Macron/Le Pen, doit absolument être défaite. Un camarade nous interpelle dans une contribution. Si Macron ou Le Pen gagne ? On dira que c'est la faute aux autres ! Comme lui je pense que nous avons la responsabilité de rassembler celles et ceux qui n'en veulent pas et qui sont majoritaires dans notre pays. Une candidature de témoignage ne permettra pas d'atteindre cet objectif. Tout au contraire, elle compliquerait davantage la situation. Le PCF est un grand parti, bâti pour exercer des responsabilités importantes, pour transformer la vie du plus grand nombre et non pour s'agiter à la marge de l'échiquier politique. Il nous faut donc envisager l'échéance cruciale des élections de 2022 dans un esprit de conquête. La division des forces de gauche, la multiplication des démarches politiciennes et l'absence de proposition crédible pour gouverner le pays pèsent sur les consciences, nourrissent l'abstention des catégories populaires et notre parti est le premier à en souffrir. Dans le scénario qui se dessine pour l'instant, l'échec est assuré pour chacune des forces de gauche.

Or, il peut en être autrement. Comme l'a montré l'expérience du Front populaire, le rassemblement de la gauche et du mouvement social dans sa diversité peut ouvrir la voie à une perspective politique crédible. Notre parti se doit de jouer un rôle déterminant dans ce processus. Nous pouvons nous appuyer sur l'expérience des stratégies majoritaires que nous mettons en œuvre dans de nombreux territoires. A l'échelle nationale, nous devons prendre l'initiative pour faire aboutir ce rassemblement, en proposant une méthode : le débat au grand jour, dans la clarté, devant la population et avec les forces politiques, sociales et citoyennes prêtes à participer à cette dynamique populaire. La discussion doit s'ouvrir sur la situation politique nouvelle que nous voulons créer. Le caractère antidémocratique des institutions, avec les pouvoirs démesurés du Président de la République, permet aux puissances capitalistes de contrôler le pays depuis le sommet.

La proposition d'un changement de régime, largement partagée au sein du mouvement social et des forces de gauche, nous permet d'envisager la révolution démocratique comme une porte d'entrée vers la révolution sociale et écologique. Nous pourrions ainsi verser à la discussion les grands axes d'une politique de transformation : mise hors marché des services publics, généralisation de la Sécurité sociale et hausse des salaires, loi-cadre pour éradiquer les violences sexistes et sexuelles, planification écologique, nouvel âge du développement industriel dans une économie décarbonée, pouvoirs sur la production ; ces exigences s'articulant naturellement avec des mesures de sortie de crise (réquisitions, placement des vaccins sous licence ouverte...).

Sur ces bases, nous pourrions proposer un accord pour une majorité parlementaire et un gouvernement respectueux de la diversité de la gauche et du mouvement social et, par conséquent

qui fassent toute leur place aux communistes, avec l'ambition de candidatures issues des classes populaires et témoignant de la diversité des luttes.

Porteuse des aspirations populaires, respectueuse de la diversité des femmes et des hommes qui pourraient s'y engager, cette démarche pourrait créer une dynamique populaire enthousiasmante et convaincante, condition indispensable à la victoire.

Ouvrons des perspectives de changement profond et durable, donnons une force nouvelle à la visée communiste et à notre parti.

Il reste encore 14 mois d'ici l'échéance, mettons toutes nos forces pour réussir.

Ismaël Dupont – Ile-et-Vilaine

Dans l'avant-projet de texte préparatoire à la conférence nationale, il y a dans les grands axes de notre projet un petit paragraphe très important mais qui mériterait d'être précisé et approfondi sur la sécurisation de tous les âges de la vie, sur un nouvel âge de la sécurité sociale, sur la garantie d'une vie digne, y compris pour le grand âge. D'ici 2030, il y aura 8 millions de personnes âgées de plus de 75 ans en France et sans doute 1,2 millions de personnes âgées dépendantes en 2040. C'est une chance, mais aussi un vrai défi de solidarité, de santé publique. C'est une épreuve de civilisation d'assurer une vie digne tout au long de la vie à tous les citoyens, un défi de solidarité intergénérationnelle et d'affectation des richesses vers les besoins sociaux sur lequel les communistes doivent mobiliser plus fortement qu'ils le font aujourd'hui et faire des propositions.

Dans les maisons de retraite ou à domicile, il y a des besoins énormes en personnels médicaux spécialisés et qualifiés, une nécessité de revaloriser les métiers de l'aide à la personne et de la perte d'autonomie. Il faut former et recruter massivement en revoyant le système de financement de la perte d'autonomie, des maisons de retraite, des services de soins et d'aide à domicile. La crise de la Covid et les contraintes du confinement ont porté un éclairage cru sur la souffrance qui règne dans les Ehpad aussi bien au niveau des résident·e·s que du personnel. Actuellement, il y manque des places, à coût raisonnable. Tout le monde connaît les insuffisances d'effectifs dans ces établissements, le temps très limité que peuvent y consacrer les personnels aux résident·e·s, les conditions de travail difficiles exposant les personnes âgées à une maltraitance institutionnalisée que dénoncent quotidiennement les syndicats, les personnels, les usagers, les familles. 80 % des salarié·e·s de ce secteur sont des femmes, bien souvent exposées à une précarité massive. L'avenir s'annonce plus sombre encore si on ne trouve pas de solutions de financement solidaire et public et de structuration d'un véritable service public de qualité pour ces métiers. Avec le vieillissement de la population, l'augmentation des besoins, développement des services à la personne low cost sans qualifications ni diplômes, avec du personnel précarisé. Nous devons préciser les contours d'un plan de financement solidaire par la Sécurité sociale et des hausses de cotisation sur les salaires (part patronale et salarié). Pour le reste, sur le texte d'avant-propos à la conférence régionale, je m'y retrouve. Dans mon département, dans beaucoup de sections, les camarades, et c'est aussi mon cas, veulent majoritairement que Fabien Roussel soit présenté à la présidentielle, car seule une candidature communiste peut porter dans le débat une ambition de changement de société égalitaire, centrée sur les intérêts populaires, la réduction de la pauvreté, le désarmement des riches et de la finance, sur des contenus de rupture avec les politiques capitalistes comme avec le présidentielisme. D'autres camarades ont des interrogations sur l'utilité d'une candidature communiste : est-ce qu'elle ne marque pas une certaine forme de résignation par rapport à notre capacité à faire bouger les choses d'ici 2022 pour construire une majorité populaire en unissant les forces de gauche et écologistes sur un projet répondant aux besoins essentiels des citoyens et aux enjeux de la période ? Est-ce qu'elle ne nous mettra pas en marge d'une dynamique à gauche qui pourrait se créer lors de la présidentielle, avec la possibilité d'empêcher le remake Macron-Le Pen/ ou droite-Le Pen ? Est-elle en phase avec notre vocation à nous inscrire dans un logique de Front populaire contre la droite et l'extrême-droite afin de créer une dynamique à gauche et dans la société sur des contenus émancipateurs ? Pour ma part, je pense que vu le paysage politique actuel, et le casting et le discours des prétendants aux présidentielles du moment, lancer la candidature de Fabien Roussel est nécessaire, d'autant qu'on aura besoin d'un parti communiste identifié par la population, et avec une

dynamique militante réelle, dans les années à venir. Néanmoins, je crois qu'il faut continuer à ouvrir la porte à une possibilité de retirer en cours de route cette candidature s'il y avait la possibilité, à partir de nos initiatives, de construire un rassemblement plus large à gauche avec un contrat de majorité et de gouvernement prenant en compte une partie importante des orientations politiques que nous défendrons dans cette séquence présidentielles/législatives 2022. Car on ne peut se résigner à ce que la gauche soit exclue du second tour, à ce que l'extrême-droite continue sa progression vers le pouvoir, à ce qu'il n'y ait pas d'espoir véritable pour les classes populaires et le peuple de gauche.

Cathy Apourceau-Poly – Pas-de-Calais (*non communiquée*)

Pierre Dharréville – Bouches-du-Rhône

Que se passera-t-il en 2022 ? Y a-t-il une chance d'éviter un nouvel épisode libéral qui viendrait achever le travail de démolition acharné effectué depuis 2017 ?

Un nouvel épisode libéral ou pire, car si l'on peut critiquer l'usage des sondages et leur instrumentalisation, je ne crois pas qu'il faille sous-estimer le niveau du Rassemblement National dans le pays au regard de la violence de l'affrontement identitaire qui s'y déploie et de la profondeur de la crise politique.

La situation est nouée et mérite une réflexion approfondie. Dans ce contexte, quels objectifs poursuivre ? Quels sont les enjeux, les attentes, les espoirs, les possibles ? Quel est le sens de la bataille communiste du moment ? Chacun et chacun de nous, j'imagine, veut un parti communiste fort et utile. C'est pourquoi nous devons affronter ces questions, les poser clairement. Nous avons des responsabilités pour l'avenir.

Et devant nous il y a un piège que nous connaissons bien, celui de la présidentielle. Je suis de ceux qui pensent que la présidentielle en soi n'apportera pas de solution aux problèmes du pays, non plus qu'aux difficultés de notre Parti. Elle ne sera pas sans effets, évidemment, mais n'aura pas d'effet magique. Et sans l'ignorer, en l'affrontant, nous devons nous garder de la placer nous-mêmes au centre de notre stratégie, au risque de s'y perdre.

Le pays a besoin de nouvelles dynamiques et d'une nouvelle majorité pour soigner, réparer et ouvrir une nouvelle ère. Cela me semble prioritaire et cette perspective devrait pouvoir ouvrir des espaces et des solutions politiques. Mais il faut aller plus loin pour la dessiner. Quelles initiatives pouvons-nous prendre pour cela ? Pour changer la donne ? Nous ne pouvons pas avoir déjà renoncé. Quelles sont nos ambitions ? Nos objectifs ? Défendre nos idées, notre visée ? Bien sûr. Mais encore. Nous ne pouvons nous contenter de pétitions de principe sur le mode « ça va mal, nous avons le projet qui sauve, notre candidat le portera à la présidentielle et nous voulons faire élire beaucoup de députés communistes ». Cela ne compose pas vraiment une stratégie et ne lève pas les contradictions. Les choses doivent se préciser sur la fonction de la candidature présidentielle. Elles le doivent aussi pour l'échéance législative, pour laquelle notre capacité de rassemblement, nos actes, notre sincérité en la matière seront décisive. Au passage, je m'interroge sur les échéances régionales et départementales, car en s'adaptant aux différentes réalités, nous avons besoin de faire corps et d'afficher des lignes de force.

Notre peuple souffre, le monde du travail est fracturé et malmené, il faut que quelque chose se lève, à gauche. Et cela ne doit pas et se pourra pas sans nous. Les politiques libérales et la domination capitaliste ont profondément affaibli et morcelé le mouvement populaire. Les ravages du patriarcat pèsent lourd. La prégnance des racismes est dévastatrice. Et pourtant, il y a des attentes, on les rencontre sur le terrain. Et pour ne citer qu'un exemple, le mouvement d'occupation des théâtres témoigne d'une farouche envie d'humanité. Il y a besoin d'imaginer un monde commun.

Qu'allons-nous faire pour travailler notre enracinement social ? Qu'allons-nous engager d'urgence dans le pays comme démarche pour construire la politique des cinq années qui viennent et formuler des propositions susceptibles de nourrir le débat et le rassemblement populaires ? Est-ce que nous pensons que ça peut bouger ? Nous devons nous aussi tirer la sonnette d'alarme, car il y a matière à s'inquiéter, et animer une discussion. Christian a raison de dire que de grandes ruptures sont

nécessaires : comment, dans quelle mesure, dans quel processus les rendre possibles ? Cela suppose d'être mobiles et réactifs dans la poursuite de nos objectifs. Qu'allons-nous faire pour changer les choses, déjouer les plans préétablis ? Quel est le scénario ? Faisons de ce texte le point de départ du débat et de choix qui nous unissent.

Gisèle Malaval – Aube

Mon intervention portera sur deux points : ce qui s'est passé dans les Hauts-de-France et la justification d'une candidature communiste.

Ce qui s'est passé dans les Hauts-de-France résout, à mon sens, le problème qu'il pouvait y avoir à la surexposition de Fabien Roussel en tant que tête de liste aux régionales et candidat potentiel à la présidentielle. De plus, le fait qu'il ait volontiers accepté le rassemblement qu'il prônait depuis le début est un élément que l'électorat de gauche pourra porter à son crédit. Pas de problème d'ego, chose rare, et l'intérêt général avant l'intérêt particulier. Merci donc à la FI d'avoir changé d'avis. Concernant la candidature communiste à la présidentielle, elle serait l'occasion de parler de notre conception de la puissance publique : nous vivons dans un État qui pourrit par la tête, à cause du système économique qui le gangrène .

En ce moment le « scandale » de la redistribution de l'argent public dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, où Villeurbanne n'aurait pas droit à la même répartition puisqu'elle vote « mal », laisse entrevoir ce qui est en marche, en l'absence délibérée de contrôle : l'affaiblissement de l'État central, garant de l'égalité républicaine, au profit de fiefs régionaux, c'est-à-dire, dans un dessein libéral et capitaliste de mise en concurrence des territoires, le retour au système féodal avec sa vassalité. Une candidature communiste serait ainsi l'occasion de parler de la nature et de la fonction de la puissance publique, telles que nous les concevons, avec en illustration, par exemple, ce que nous ferions pour une nouvelle démocratie, l'utilisation de l'argent public ou la présence et le développement des services publics dans tous les territoires.

En ce qui concerne la justification d'une candidature communiste à la présidentielle, on entend que celle-ci serait si proche de celle de Jean-Luc Mélenchon qu'elle serait contraire aux intérêts du peuple de gauche , puisqu'elle ne ferait que diviser, et que nous aurions toute notre place en nous rangeant à ses côtés : après l'expérience éprouvante de ces dix dernières années , et plus récemment de ce qui s'est passé dans les Hauts-de-France, comment peut-on dire cela sans craindre de passer au mieux pour un naïf ? De plus Il faudrait croire sur parole Mélenchon lorsqu'il affirme être anti-capitaliste ? Je me souviens que sa réforme à l'enseignement professionnel en tant que ministre avait fait dire à Sud -éducation : « Le Medef en rêvait, Mélenchon l'a fait ». Aurait-il changé ? Dans son programme de LAEC la proposition d'une fusion de la CSG, ou plus discrètement d'une taxe, avec l'impôt sur le revenu pour contribuer à financer la Sécurité sociale est l'abolition du caractère révolutionnaire de ce système de protection, et le pied dans la porte pour une possible future privatisation . Autre proposition dans son programme : l'État devient, pour une personne au chômage, l'employeur en dernier ressort. Cela revient à exonérer l'employeur de sa responsabilité économique et sociale ; il pourra ainsi bénéficier de la formation de ses employé-es , percevoir éventuellement des aides en amont, et ne pas s'acquitter de sa dette sociale en aval. Très pratique ! Où serait le changement que nous revendiquons ?

Nous sommes ce que nous faisons, comme le dit Sartre, et pas seulement ce que nous disons. Le choix est donc simple. Si nous prétendons toujours porter des propositions révolutionnaires de transformation sociale, et la situation actuelle de désespérance l'exige, nous devons porter une candidature communiste jusqu'au bout, ce qui renforcera la légitimité d'un pacte pour les législatives et la place des communistes dans ce pacte.

Denis Durand – Paris

Un point clé de nos débats porte sur l'articulation entre élection présidentielle et élections législatives. J'insiste : j'ai la conviction que pour notre Parti posséder un groupe parlementaire est très important. Au niveau national, c'est un moyen de survie institutionnelle. Dans un département, ce sont des moyens d'action considérables. Mais ce n'est pas essentiellement cela qui fait

l'importance des élections législatives. Nous ne voulons pas une stratégie de survie, un parti comme aujourd'hui le Parti radical, qui aurait des groupes parlementaires mais qui n'aurait plus d'électeurs, plus d'idées, plus d'influence sur les événements. Il y a donc à mes yeux des raisons beaucoup plus importantes, pour un parti communiste, de se battre pour faire élire des députés. Nous avons besoin de parlementaires parce que nous ne sommes pas des utopistes, nous voulons vraiment prendre le pouvoir pour transformer la société, jusqu'à abolir le capitalisme pour pouvoir le dépasser. Mais nous ne sommes pas non plus des gérants loyaux du capitalisme : nous voulons faire de notre présence dans les institutions, dans les villes, dans les régions, au Parlement et, le cas échéant, au gouvernement, une arme dans la conquête démocratique du pouvoir par le mouvement populaire. Dans cette perspective, les élus que nous voulons avoir en nombre le plus grand possible ont besoin de pouvoir s'appuyer dans leur action sur un Parti fort de notre vision du monde, de notre projet de société, de nos propositions, de notre contribution aux luttes. Sinon, des élus envoyés au front sans une base politique très solide, cela peut poser plus de problème que ça n'en résout. On l'a vu avec la division du groupe à l'Assemblée dans le vote sur la loi séparatisme, qui n'est que la dernière en date de plusieurs difficultés qui ont marqué la législature. Or, ce qui était difficile depuis notre effacement de 2017 risque d'être encore plus difficile dans les années qui viennent. Il y a la double crise économique et sanitaire qui n'en est qu'à ses débuts. Il y a la crise sociale qui est provisoirement sous anesthésie tant que les fonds publics empruntés à la BCE financent le chômage partiel, que les plans de suppressions d'emplois des grands groupes n'ont pas encore produit leurs effets et que les marchés sont maintenus sous perfusion par les banques centrales. Il y a la crise politique qui nous fait entrer dans des eaux inconnues avec la menace concrète d'une victoire de Le Pen. Les dangers sont immenses, mais céder à la peur en fuyant la bataille présidentielle ne nous aidera pas à y faire face. Avoir à voter à nouveau Macron comme seul moyen d'empêcher l'élection de la candidate de l'extrême-droite nous fait horreur. Mais, dans l'état où notre effacement a contribué à placer la gauche, Mélenchon, Taubira, ou Hidalgo, seraient-ils des candidats plus efficaces face à Le Pen pour des électeurs écœurés par le mépris dans lequel toute une gauche non communiste les a tenus depuis des années ? Les 19 % de JLM en 2017 n'ont pas fait reculer la chape de plomb que fait peser sur toute perspective politique le tandem Macron-Le Pen. En réalité, tout dépendrait de la situation politique créée par la campagne présidentielle. De la capacité de la gauche à réveiller les abstentionnistes, des perspectives qui pourraient être ouvertes au mouvement populaire. De notre capacité imposer le débat social, emploi, argent à la place des débats sur la sécurité, le nationalisme, etc. Donc il faut une candidature communiste pour un contenu exprimant concrètement comment la réponse à la colère et aux exigences de nos concitoyens passe par une mise en cause, partout où c'est possible dès aujourd'hui, des logiques capitalistes et libérales, de la domination du capital. Et c'est cette bataille qui créera, ensuite, les conditions d'une élection de députés communistes et d'une reconstruction idéologique et politique de la gauche qui la rende à nouveau légitime pour gouverner. Je veux pouvoir voter une résolution qui se prononce vraiment pour une candidature communiste, pas une éventuelle monnaie d'échange pour des circonscriptions. C'est pourquoi je souhaite que soit levée l'ambiguïté de la notion de contrat de législature qui figure dans l'état actuel du texte.

Stéphanie Gwizdak – Hauts-de-Seine

Que nous partions rassemblés sous une tête de liste PCF ou non, notre utilité dans la période dépend de l'originalité et de la capacité émancipatrice des idées que nous sommes capables d'apporter dans le débat national tout en identifiant le potentiel émancipateur des mouvements en cours dans le pays. D'où l'importance du texte qui nous est proposé. En l'état, s'il me convient dans les principes, il me semble, ne pas prendre en compte suffisamment en particulier le mouvement féministe mais aussi antiraciste qui y apparaît très peu. Trop rester au niveau de l'incantation, et aborder les sujets de façon trop vague. Pour l'homme (ou la femme) de la rue, ça ne va pas faire de grosses différences avec un projet « social-démocrate ». Il faudrait en particulier pour ne prendre que deux exemples, poser de façon très détaillée notre projet élargi de sécurité sociale, son mode de financement, et sur les entreprises, notre projet, c'est la réappropriation des moyens de production,

de démocratie dans les boîtes-qui permet aussi de répondre aux problématiques environnementales. la redistribution de richesse peut être une première étape mais c'est le projet social-démocrate. Bref affûtons nos propositions. Ensuite, comme le disait Pierre je pense que la question sur laquelle il faut absolument que nous nous penchions urgemment c'est comment de façon très concrète on prend lien avec la population, dans les entreprises dans les associations, comment notre action permet de leur faire reprendre place dans le débat démocratique collectif et permet une alimentation réciproque avec nous. Enfin avant de se décider sur une option ou une autre il aurait été bon de savoir, suite aux discussions qu'on imagine en cours, sur quels points programmatiques on se retrouve avec nos potentiels partenaires et les impasses afin d'avoir un minimum des éléments concrets pour trancher et justifier notre choix aux adhérent·e·s et aux gens.

Franck Mouly – Seine-et-Marne

Notre travail c'est d'analyser si les conditions politiques sont réunies pour une candidature issue du parti communiste ou s'il faut faire autre chose. Les conditions politiques, ce sont d'abord la gravité de la situation historique dans laquelle nous nous trouvons. Elle est source de grandes préoccupations et d'importants débats pour les communistes, mais aussi dans la gauche et le pays en entier. Ils expriment leur grande préoccupation sur la montée de l'extrême-droite qui confirme sa capacité à se qualifier pour le second tour, et qui semble même, et pour la première fois, être en mesure d'installer en France un régime raciste et autoritaire. Au-delà des scores, c'est le poison même de ses idées qui se diffuse, et pas seulement à droite. Cette course à l'échalote place l'extrême-droite en situation de capitaliser sur l'immense colère que génère les politiques libérales. La préoccupation des camarades est également grande, sur le fait que les nombreux mouvements qui ont émergés ces dernières années, et qui appelleraient une convergence, restent orphelins d'un débouché politique : les gilets jaunes, les luttes sur les retraites, les marches pour le climat, pour la défense de l'hôpital et des services publics, les mobilisations massives contre les discriminations, ou, en pleine pandémie, celle pour rejeter la loi sur la sécurité globale et défendre nos libertés. Elles expriment un fort rejet du système, et une aspiration à faire du neuf. Mais que leur disons-nous ? Que mettons-nous en œuvre pour que le nouveau émerge, pour que ces luttes s'agrègent, quelle initiative de grande ampleur prenons-nous pour qu'elles puissent se fédérer ? Nous ne pouvons pas, comme d'autres d'ailleurs, donner le sentiment que nous continuons comme si de rien n'était, préparant notre petite cuisine pour la présidentielle. Devons nous faire comme les autres, c'est bien l'une des préoccupations exprimées par beaucoup de communistes devant l'attitude des forces de gauche et de l'écologie face à l'échéance de l'élection présidentielle. Chacune, en décidant de présenter un candidat à l'élection présidentielle, exprime en réalité sa résignation à ne pas accéder au second tour. Et bien-sûr, le fait que les communistes puissent participer, eux-mêmes, à cette course qui ne vise à qu'à modifier les rapports de force à gauche sans changer la donne, est également source de trouble pour les communistes dont l'ADN est d'unir inlassablement ceux qui ont intérêt au changement, quant celui du capital est de les diviser. Il y a du trouble aussi car, si tous les camarades pensent à juste titre que les élections présidentielle et législatives sont liées, ils voient mal comment la division dans la première pourrait permettre le rassemblement dans la seconde, rassemblement dont nous savons tous qu'il sera décisif pour permettre l'élection d'un maximum de députés communistes. Du trouble alors que la division est présentée comme inexorable à la présidentielle, les communistes constatent qu'elle ne l'est pas pour d'autres échéances, comme nous l'avons vu aux municipales, et comme nous le voyons aux départementales et aux régionales, avec même des situations où l'arc politique le plus large a pu finalement être atteint, permettant enfin d'envisager sérieusement des victoires. Pour le dire en un mot, il y a du trouble quand nous disons « rassembler » alors que manifestement nous nous préparons, comme les autres, à diviser. Pour sortir de ce trouble, il y a besoin d'une initiative de grande ampleur, historique, du même type que celle du Front Populaire, nourris des idées communistes. C'est l'hypothèse concrète qu'exprime l'option alternative dans le texte, alors que le choix stratégique du texte issue de la commission renforce lui, point par point, les troubles que je viens d'exprimer. Parce que comme l'a dit Christian Piquet, le débat est très sérieux et complexe, il est indispensable que soient soumis aux

communistes deux options claires pour qu'ils puissent, en conscience, faire leur choix pour ces échéances. C'est pourquoi, il me semble indispensable que le texte adopté aujourd'hui ne privilégie pas un scénario mais pose à égalité les deux chemins qui sont exprimés par les communistes.

Annie Lévi-Ciferman – Meurthe-et-Moselle

Je me réjouis que nous soit soumis au vote aujourd'hui, un texte préparatoire de la conférence nationale, proposant une candidature du Parti communiste aux prochaines élections présidentielles de 2022.

En 2017, je m'étais battue au sein de ce même CN, contre l'effacement de notre parti, pour qu'il soit à nouveau audible et visible.

Le 38^{ème} congrès a validé ce positionnement en donnant mandat au PCF de travailler à réunir les conditions d'une candidature communiste.

Ces conditions m'apparaissent réunies. En effet, cette question, doit prendre en compte la situation politique dans laquelle nous nous trouvons ; Nous faisons face à une crise sanitaire dont nos concitoyens ne voient pas le bout, mais également une crise économique et financière, démocratique, sociale provisoirement endiguée par les fonds publics et le financement du chômage partiel.

Bref nous vérifions clairement l'impasse et la faillite du système capitaliste, incapable de faire face aux défis de civilisation posés à toute l'humanité. On doit s'attendre à l'augmentation des plans de suppression d'emplois des grands groupes, à des licenciements massifs de la part des PME et TPE.

Face à cette crise historique du capitalisme, accélérée par la pandémie, plus que jamais, l'approfondissement des contradictions de classe nous oblige à l'affrontement avec le capital.

Il nous faut entrer en résistance. Pour ce faire, il nous faut mettre en débat, nos propositions originales, spécifiques, avec un contenu révolutionnaire, qui remettent en cause de manière radicale le système économique. Comme le dit le texte, nous ne pouvons pas nous soustraire en 2022 au débat national attendu par les français sur les contenus, permettant de construire une véritable alternative crédible.

« Nous refusons que 2022 soit un nouveau rendez-vous manqué »

Je refuse, par ailleurs qu'on joue sur les peurs d'un nouveau duo MACRON-LE PEN ; Il nous appartient d'avoir un candidat pour mettre en avant le combat de classe, les enjeux fondamentaux, les éléments de notre projet, pour éviter d'entrer dans le piège identitaire qui fait le lit de l'extrême droite.

La candidature communiste doit permettre d'apporter des contenus qui répondent aux colères de concitoyens. Une candidature communiste permet de mettre en cause les logiques capitalistes et libérales de la domination du capital. Ce texte contient nos principales propositions, comme le projet d'une sécurité d'emploi et de formation pour chacun et un nouvel âge des services publics et de la protection sociale. Rien n'est joué d'avance, il nous faut œuvrer pour toucher les abstentionnistes et les couches populaires, il nous appartient de présenter des réponses de fond à la hauteur des enjeux qui sont de nature à détourner d'une tentation autoritaire et de combattre LE PEN. Il ne doit pas s'agir d'une candidature de témoignage. Le PCF est seul en capacité de tenir la gauche debout et de créer une dynamique qui par la suite permettra le rassemblement.

Aujourd'hui ce n'est pas la réalité puisque les sondages montrent qu'au mieux la gauche ferait 28 pour cent. Et d'ailleurs le score de MELENCHON n'a pas suffi à peser sur le tandem Macron-LE Pen. De plus, comme le rappelle le texte, et sans que son nom ne soit prononcé ici par les tenants du rassemblement, on ne peut faire confiance au populisme de gauche de MELENCHON qui relativise le combat de classe, plus que fondamental aujourd'hui. Les récents chiffres donnés montrent le creusement du fossé entre riches et pauvres, avec les annonces de nouveaux licenciements, de suppression d'emploi et la paupérisation des travailleurs précaires et des jeunes. On récuse également l'illusion du verdissement des politiques capitalistes, la sociale démocratie ou la gauche identitaire qui ne cesse de détourner de la pensée Marxiste en substituant la lutte des races à la lutte des classes par ses assignations identitaires ;

Mais nous devons mener le débat avec tous les militants de ces organisations, en apportant la contradiction et alimentant le débat pour l'orienter vers des solutions révolutionnaires, en lien avec le mouvement social.

Nous devons mener le débat avec la gauche qui concilie et ne touche pas à la domination du capital. Enfin, je soutiens l'amendement porté par Frédéric BOCCARA Evelyne TERNANT et André CHASSAIGNE, concernant le pacte d'engagement commun.

Oui nous avons besoin de parlementaires, le plus grand nombre possible.

Mais la résolution que nous avons à voter, doit clairement décider d'un candidat aux présidentielles.

En liant cette question aux législatives, dès à présent, ce vote ne devient qu'une monnaie d'échanges pour les circonscriptions ;

Notre candidature aux présidentielles, qui devra être portée par FABIEN, sera une véritable dynamique de changement et de transformation qui seulement permettra de construire une nouvelle majorité politique à gauche.

Grégory Geminel – Val-de-Marne (*non communiquée*)

Cécile Dumas – Alpes-Maritimes

Ce conseil national est sensé proposer un texte aux communistes qui ouvrent le débat des échéances nationales 2022, les législatives et la présidentielle.

Pour cela, pour débattre des meilleures décisions à prendre pour le parti communiste, nous avons besoin d'être honnête, objectif sur le diagnostic de la société et de la situation politique. Nous avons besoin d'être offensif, innovant dans les propositions. Nous devons être à l'écoute des mouvements revendicatifs et des préoccupations des gens. Nous avons aussi besoin d'être réalistes sur nos forces et nos faiblesses. Nous avons alors besoin d'un texte qui propose plusieurs alternatives, plusieurs choix pour les échéances nationales 2022. Je regrette que le texte ne porte pas tous ces besoins que je viens d'exprimer. D'importants sujets sont totalement absents de ces pages proposées et pourtant souvent au cœur des débats. J'en cite quelques-uns : rien sur les questions migratoires, rien sur les politiques de sécurité, rien sur la crise identitaire, rien sur la laïcité, rien sur les politiques européennes souhaitables et rien sur les nécessaires coopérations internationales. Pourquoi laissons-nous croire que les conditions de rassemblement n'existeraient pas ? Pourquoi laissons-nous penser dans ce texte que les élections législatives et présidentielles seraient tellement différentes des autres où l'on cherche systématiquement à rassembler comme les élections régionales, les départementales ? Est-ce qu'un jour le parti communiste a envisagé les élections municipales en disant que les conditions de rassemblement ne sont pas réunies ? Je ne le pense pas. Les discussions actuelles sur les élections départementales et régionales montrent que des rassemblements sont possibles. On sait tous que c'est difficile et parfois épuisant mais les efforts de rassemblement réussis lors de ces élections doivent être transposables pour des élections nationales pour reconstruire l'espoir comme est titré le texte. Même si ces efforts auraient pu être plus coordonnés nationalement pour préparer l'avenir. Les luttes féministes, les luttes pour le climat, les luttes contre les violences policières, les mouvements de solidarité pour les migrants et tant d'autres sont bien des thèmes qui rassemblent des personnes de différents horizons, qui rassemblent la jeunesse, des thèmes qui réunissent beaucoup de pays et qui ne peuvent pas se résumer au périmètre de notre pays. Ne restons pas immobile face à ces mouvements, ne restons pas figés sur l'idée de nation, de travail, d'argent et quand même très imprégné de présidentialisme pour ouvrir ce débat dans une période si difficile, si peu propice à l'espoir et l'optimisme. Le débat des communistes doit maintenant s'ouvrir plus largement et cela malgré un agenda extrêmement difficile à tenir. Ces

débats et la conférence nationale permettront certainement d'améliorer nos projets, de prioriser clairement les législatives et de travailler au rassemblement des forces de progrès, de gauche, communistes, écologistes pour dire stop aux régressions sociales, aux inégalités, aux discriminations, au libéralisme délirant... Et je ne vois pas comment « annoncer une candidature communiste à la Présidentielle » en avril pourrait donner une chance au processus de rassemblement qui reste une préoccupation de beaucoup de citoyens, de militants et des personnes au cœur des luttes.

Jean-Noël Aqua – Paris

Nous sommes dans un contexte lourd de menaces pour les peuples, pour les forces de progrès. Les inégalités, structurelles du capitalisme, sont croissantes et deviennent de plus en plus insupportables. La privatisation de tout et la destruction des services publics montrent leur nocivité, sur fond de « ils comptent leurs sous, nous comptons nos morts ». L'extrême-droite progresse tant dans les idées que dans sa présence politique, sur fond, de complotisme et de disparition des garde-fous de la démocratie. La destruction de la planète et la dégradation de nos conditions de vie se poursuit. Les processus de dominations sont toujours bien ancrés, des dominations patriarcales, racistes, et aux déterminismes scolaires. Dans cette période, être responsable c'est être radical, au sens de prendre les choses à la racine. C'est attaquer le système sur ses bases. Nous devons être visibles, pas seulement sur des mesures programmatiques, mais sur cette ambition. Notamment en plaçant au centre notre visée et la question du pouvoir, avec l'exigence de démocratisation accrue jusque dans l'entreprise. J'en viens à notre ambition stratégique pour 2022 pour construire le chemin qui y mènerait. Notre priorité devrait être le 26 juin 2022. Nous devons tout faire pour que le bloc présidentielle et législatives débouche sur une majorité de gauche réellement porteuse de progrès. Cela devrait être notre obsession première en la couplant bien sûr à la présidentielle. Nous devons renverser la table, et refuser le piège de la 5e qui nous force à réfléchir d'abord à l'homme providentiel. Alors que l'extrême-droite est aux portes du pouvoir, alors que le capitalisme brutal est promis à se développer, nous ne pouvons nous laisser enfermés dans une course de petits chevaux à la présidentielle dans la catégorie des perdants, ou des plutôt des aiguillons de perdants. Nous devons viser la gagne PR+AN. Le texte proposé montre le chemin pour la présidentielle, avec une candidature communiste à la présidentielle. Mais reste flou sur les législatives, avec un appel incantatoire à la construction de candidatures de gauche. Quelle méthode ? Quelle démarche ? Quelles échéances ? Avec qui ? Aucune réponse. Le travail n'est pas abouti.

Ce n'est pas à la hauteur. Et même sur la présidentielle, la proposition aujourd'hui d'une candidature communiste ne répond pas aux enjeux. Nous disons que nous voulons éviter le 2d tour Le Pen-Macron. Certes, les sondages peuvent se tromper. Mais nous ne pouvons écarter cette hypothèse. Ni celle d'une prise de pouvoir du RN. Mais quel chemin proposons-nous réellement pour l'éviter ? Là encore, le texte n'en dit rien. Et reste sur une position d'un parti communiste qui serait l'aiguillon de la gauche. Nous parlons d'un nouveau front populaire du 21e siècle. Mais nous ne proposons rien de bien concret, aucun chemin réel qui renverse l'ordre existant, pour se donner les moyens de le construire. Il me semble urgent de placer cette construction en tête de nos préoccupations, et non une candidature communiste, en préoccupation première.

En construisant un nouveau front populaire, nous serions non seulement utile à la population. Mais nous serions aussi utile au parti. Nous savons que le parti n'a jamais été aussi fort ni aussi utile que dans l'union. Ce pacte sera apprécié par nos électeurs, et plus largement les électeurs de gauche, qui souhaitent l'union et sanctionneront la division. Il n'y a qu'à voir les réactions à l'accord dans les Hauts-de-France, dont on peut regretter qu'il ne soit même pas fait mention. Analysons-nous les menaces que fait poser la division à la présidentielle sur les législatives ? Par ailleurs, dans l'hypothèse d'un 2d tour RN/LREM, nous savons que des électeurs de gauche (et des communistes) annoncent vouloir s'abstenir. Proposer un pacte PR+AN permettrait utilement de barrer la route à l'extrême-droite. En visant dans le cas catastrophique d'un tel second tour, de donner la perspective

d'une cohabitation empêchant Macron d'avoir une majorité pour son projet de casse sociale. Je le redis donc, pour 2022, nous devons donc viser un pacte, présidentielle et législatives, porteur d'un réel changement à gauche. Et l'alternative à la fin du texte me semble en tout cas permettre cette perspective.

Laurence Cohen – Val-de-Marne

Comme beaucoup l'ont souligné, nous vivons une situation sanitaire, politique, économique et sociale terriblement difficile et anxiogène. La pandémie met également à mal les rapports humains, et ce n'est pas la plus faible des conséquences. L'inquiétude est grande dans le pays, la colère gronde sous couvert, les luttes sont nombreuses pour défendre l'emploi, pour revendiquer une autre politique notamment dans le domaine de la santé. Les communistes sont très présents sur ce terrain (hôpitaux, Sanofi...) Face à la pénurie des vaccins, après celle des masques, des tests, notre proposition de pôle public du médicament recueille de plus en plus d'assentiments.

C'est dans ce contexte que nous préparons notre conférence nationale. Je salue les camarades qui ont élaboré le texte qui nous est soumis, ainsi d'ailleurs que les améliorations apportées lors de la réunion de la commission d'hier soir. Mais je suis très interrogative sur sa longueur, son architecture, ses affirmations, son absence de questions ouvertes.

Difficile de l'amender pour moi pour 4 raisons :

1. Le texte veut tout balayer, il est trop long, trop bavard comme l'a fort justement souligné Eliane Assassi. Et je crains qu'il soit encore plus long du fait d'amendements déposés aujourd'hui par de nombreux membres de notre Conseil national. Car quand un texte se donne pour ambition une analyse exhaustive de la situation, il manque toujours quelque chose.
2. Il ne prend pas en compte réellement la situation politique telle qu'elle est aujourd'hui. Même si je partage l'analyse de Christian sur de nombreux points, le texte reste à la surface des bouleversements de la Société. Ainsi, il y a dans le monde un seul mouvement puissant, international, celui des luttes des femmes qui réunit des millions de personnes contre le patriarcat. Nous passons totalement à côté, regardons la présence des communistes dans les rassemblements du 8 mars et regardons notre texte, nous contentant de saupoudrer notre avant projet de quelques affirmations sur notre engagement féministe, même pas une priorité des grands axes retenus pour répondre « aux exigences vitales du moment ». Bien en deçà de ce qui se passe en profondeur. Camarades, dans les manifestations, les rassemblements, il est question de révolution féministe !
3. Aucune question ouverte : « Il faut que... » Mais si on connaît déjà toutes les réponses pourquoi programmer une conférence nationale ?
4. Enfin, nous affirmons la nécessité d'une candidature communiste, conformément à notre choix de congrès, soit !

Mais nous ne mettons absolument pas en exergue dès le début du texte le verrouillage des institutions, le piège dans lequel on est enfermé, ce piège de la présidentielle avec l'inversion du calendrier et l'affaiblissement, à coups de mesures d'urgence, de la démocratie, en privant de plus en plus le parlement de tout pouvoir d'intervention et en mettant en œuvre des mesures liberticides contre les citoyennes et les citoyens. La référence à la 6ème République vient trop tardivement. Et comment être crédibles concernant notre volonté de construire le rassemblement quand nous ne proposons même pas de faire le point des avancées des discussions avec les forces progressistes pour battre la droite et son extrême ? C'est d'autant plus important que les idées du RN gangrènent notre société, qu'il est normalisé par les médias. J'ai bien entendu Christian sur le fait de ne pas retenir cette proposition de « revoyure » mais je crois que c'est une erreur qui peut nous coûter cher. Je crains en effet que si nous ne le faisons pas, nous soyons inaudibles, peu crédibles et que beaucoup nous tiennent responsables de l'éparpillement des forces de gauche. C'est là dessus, de mon point de vue, que nous devons débattre lors de ce CN.

Olivier Dartigolles – Pyrénées-Atlantiques

Quelques réflexions et propositions.

1. Sur le débat démocratique des communistes. Les premières contributions écrites témoignent d'un vrai potentiel, d'une richesse collective pour débattre et approfondir des questions essentielles, notamment celles de l'avenir politique et social de notre pays, d'une perspective de changement. Il est très positif que nous ayons pu, au cours de la dernière période, ne pas en rester sur une approche caricaturale entre « réaffirmation » et « effacement ». Cela n'était pas à la hauteur des enjeux de la période. Dans ce débat qui s'est amorcé pour la prochaine conférence nationale, il existe des communs et des divergences d'appréciation. Par delà les évolutions du texte préparatoire à la conférence nationale, il serait utile de rédiger un document d'étape pour pointer : les questions qui sont débattues, ce qui s'exprime, les principaux arguments qui apparaissent dans ce débat. Alors que les contraintes de la crise sanitaire ne nous permettent pas de faire vivre ce débat comme nous avons l'habitude de le faire, que de nombreux adhérents ne sont pas, à ce jour, partie prenante de ce processus, indispensable pour exacerber leur véritable souveraineté, une première synthèse des débats, puis une seconde à quelques jours de notre conférence nationale, aurait son utilité.

2. Sur la gravité de la situation politique et sociale. Nous sommes face à une réalité incontournable : la gravité d'une période où, avec une pandémie qui n'est toujours pas sous contrôle, nous assistons à une accélération spectaculaire d'un processus, qui ne date pas d'aujourd'hui, et qui vise à ne pas permettre une alternative de progrès social et démocratique, à maintenir les logiques dominantes et les politiques actuelles - pourtant à l'origine des crises - malgré les aspirations à un véritable changement qui s'expriment dans des pans entiers de la société. Certaines de ces idées sont aujourd'hui majoritaire dans le pays mais elles sont privées d'horizon politique et donc d'espérance. Le travail de la commission, avec la dernière version du texte qui est présenté aujourd'hui, a, il me semble, mieux pris en considération cette gravité, notamment sur le risque d'un duel/duo Macron/Le Pen pour le second tour de la présidentielle de 2022. Si une majorité de Français, quand ils sont interrogés par les instituts de sondage, disent ne pas vouloir d'un second tour identique à celui de 2017, beaucoup semble s'y résigner, et un électeur à gauche sur deux indique qu'il ne fera plus « barrage ». Quand on regarde plus précisément ce paysage, à 18 mois de la présidentielle, on s'aperçoit que les électeurs de gauche expriment à la fois un rejet du « macronisme » et une critique vis-à-vis d'une gauche incapable d'incarner une alternative, un autre scénario pour 2022. J'attire ici l'attention - sans pouvoir développer - sur ce que le Rassemblement national a engagé (dette, Schengen, écologie et même réaction à la condamnation de Sarkozy) pour capter une partie de la droite, de la bourgeoisie, des milieux de la finance...L'extrême-droite n'est plus en embuscade, elle est aux portes de l'Élysée.

3. Sur le présidentielisme. Il nous faut impérativement ne pas dissocier la présidentielle des élections législatives et donc, à chaque fois, traiter de l'ensemble de la séquence 2022. Au regard de ce que nous avons déjà produit par le passé, en termes d'analyses sur le piège du présidentielisme, puisant verrou au changement, et de propositions sur les indispensables transformations institutionnelles et démocratiques, nous ne pouvons pas être en-deçà aujourd'hui alors que nous constatons combien le présidentielisme dans sa version « gestion de la crise sanitaire » est en échec.

4. Sur le sens d'une candidature communiste. Par le passé, que nous ayons présenté une candidature ou pas, nous n'avons jamais abordé la présidentielle avec l'idée d'une « affirmation », ou d'une « présence », de notre identité. Nous avons toujours défendu l'idée d'un changement pour notre peuple, pour notre pays. C'est notre ADN, notre histoire, notre apport singulier à notre République et notre démocratie. Nous ne sommes ni LO, ni le NPA. On ne va pas à l'élection « pour y être présent » mais pour contribuer à un débat, puis à la mise en œuvre de solutions, de progrès, d'avancées, à partir du réel, avec la volonté de le transformer. Je suis en total désaccord avec des interventions qui nous disent : « l'essentiel est d'avoir un candidat, le résultat ne compte pas, il faut faire comme aux dernières élections européennes ». On doit donc, d'ici notre conférence nationale, et lors de cette conférence, avoir un débat de fond sur le sens d'une candidature. C'est un débat essentiel et son approfondissement permettra le rassemblement et l'unité des communistes.

Nous avons besoin d'inscrire notre conférence nationale dans un contenu, et à ce titre je tiens à remercier la commission pour le travail effectué sur le texte. Ce texte est une première base de réflexion qui nous permettra de travailler avec les communistes dans les cellules et les sections autour des enjeux de la conférence nationale, mais aussi pour construire la dynamique de la campagne. J'ai eu l'occasion d'écrire une contribution autour de notre rapport au monde du travail, aux boîtes en luttés. Ces salarié·e·s pointent la spécificité et la constance des communistes, c'est à ces salarié·e·s en lutte, à ceux qui sont toujours plus précarisé·e·s par le capitalisme, aux abstentionnistes, à ceux qui n'y croient plus, à ceux qui se sont déjà fait avoir à plusieurs reprises par les changements promis par les majorités successives. Nous portons à l'inverse, non pas un changement institutionnel par le haut, mais bien une rupture avec les logiques capitalistes par le bas. Et c'est bien ce qui fait notre spécificité dans le paysage politique y compris à gauche, nous devons affirmer fortement que notre candidature est celle qui va porter la voie de la classe des travailleurs et des travailleuses, celle qui va porter haut et fort la rupture avec le capitalisme. Le Conseil national doit donc, à mon avis, adopter le texte qui nous est proposé par la commission, il a forcément des manques, mais laissons les communistes en discuter dans leurs structures, jouons notre rôle de direction (non pas comme tête pensante, mais comme représentation des camarades) en proposant au vote des adhérent·e·s un texte qui pose la nécessité d'une candidature communiste ancrée dans un contenu même s'il ne peut pas tout dire. Il y a maintenant urgence à rentrer dans la bataille, donnons-nous les moyens de rentrer en campagne de la meilleure des manières pour porter des positions de classe et de rupture qui manquent cruellement dans le paysage (et que personne ne portera à notre place), faisons débattre les communistes sur le texte, sur la candidature de Fabien Roussel, pour que notre conférence nationale marque le retour d'un PCF combatif dans le paysage politique.

Amar Bellal – Ile-et-Vilaine (*non communiquée*)

Evelyne Ternant – Doubs

Le capitalisme est en train de franchir une étape dans l'histoire de ses crises : il tue en direct et massivement dans le monde, y compris dans les pays développés : des millions de morts seront dus à la propriété intellectuelle des brevets sur le vaccin anti-Covid et la logique de concurrence entre les grandes firmes pharmaceutiques. La faim est de retour dans notre pays, la précarisation des vies devient massive, alors même que les anesthésiants des plans d'urgence ont jusqu'à présent quelque peu contenu la vague de destruction d'emplois qui va provoquer une dévastation dans le pays. Un tel contexte dramatique ne permet plus de différer sur le plan politique l'affrontement de classe avec le capital.

C'est donc bien le projet de société qui devra être au cœur du débat de la campagne présidentielle, pas seulement décliné en terme d'idéaux de justice sociale et de transformation écologique, portés par l'ensemble des candidats de gauche et écologistes. Il faut aujourd'hui désigner clairement les cibles du système à atteindre, et les chemins de lutte pour y parvenir.

C'est la raison de fond pour laquelle la candidature communiste, à ce point de mûrissement de la crise du capitalisme, relève de la nécessité absolue.

Oui, à cette étape de pourrissement de la situation politique française, le risque de l'élection de Le Pen existe, sur fond d'aggravation de la crise, et parce que la gauche au pouvoir a été incapable de contrer les politiques néolibérales de soutien au capital et de répondre aux besoins des classes populaires.

Est-ce en succombant à la peur que l'on conjure les risques qui la provoquent ? La montée de l'extrême-droite et des pouvoirs autoritaires est un phénomène mondial, particulièrement visible en Europe, il est du précisément au déploiement des politiques de régression que les solutions social-démocrates ne peuvent plus endiguer, pas plus que les fronts républicains.

Il faut faire reculer sur le fond leurs idées, cette gangrène du débat identitaire qui évacue le débat social. Là encore, la bataille des idées est incontournable, et notre candidature nécessaire pour tracer le chemin des émancipations humaines et porter les axes transformateurs de développement des

services publics, des biens communs, le dépassement du salariat, avec la SEF, et leur cohérence avec les conquêtes démocratiques à tous les niveaux pour décider collectivement de nos modes de production, de consommation et des moyens de financement.

Le texte cependant bute cependant à mon avis sur la question de l'articulation entre élections présidentielles et législatives dans la partie 5, question importante car elle conditionne le sens et la force de la candidature à la présidentielle.

Il est proposé d'adosser à la candidature une « offre politique » selon l'expression du texte, sous la forme d'un atterrissage sur « un contrat de législature », qui serait préparé et construit avec les forces de gauche, pendant la campagne présidentielle. Autrement dit, dans le même temps où notre candidat mène la bataille des idées sur les issues aux crises multiples, parce qu'il n'y a pas de socle partagé à gauche sur les réponses à apporter, et que les lignes doivent bouger pour refonder une gauche à la hauteur, nous enverrions contradictoirement le message que les convergences sont déjà suffisantes pour construire un contrat de législature, c'est à dire une entente sur les contenus et des alliances électorales .

Une telle démarche revient à rabattre la présidentielle sur un objectif institutionnel, à en faire in fine le sous produit de l'élection législative. Mesurons les conséquences de cette mise sous tutelle.

1- Sur les contenus

Dans le même temps où l'on pointe dans la présidentielle ce qui nous différencie, on rentre déjà dans le compromis de sommet, car un contrat de législature, quelques soient les précautions de langage, est d'abord une négociation de sommet. Avant d'avoir déployé jusqu'au bout les potentialités de notre campagne pour que nos propositions bousculent, interrogent, s'installent dans le débat public, pénètrent en profondeur les consciences, entrent en résonance avec les attentes du mouvement social, on se met en « mode union-compatible », on arrondit les arrêtes de ce qui fait débat à gauche pour rendre le contrat de législature crédible. Cela ne peut que conduire à édulcorer nos propositions, et donner l'illusion du changement à portée de main, avec une gauche en l'état.

2- Le risque d'une candidature rétractable

Nous risquons également de voir notre candidature perdre de la légitimité, car, si nous pouvons déjà nous entendre pour la législative, est-il bien nécessaire de mener à son terme notre candidature ?

J.L. Mélenchon, qui nous a déjà écrit sur le sujet, va se précipiter et répondre à

« l'offre politique ». Dès lors, de très fortes pressions externes et internes vont s'exercer pour que notre candidat s'efface derrière celui que les sondages auront mis en meilleure situation pour aboutir à ce « contrat législature » devenu l'horizon de notre campagne présidentielle.

Quelles que soient les références formelles à l'irruption du mouvement populaire, cette idée de construire un « contrat de législature » dans le temps de la présidentielle fait prédominer une vision parlementariste du changement, sous estime l'impérieuse nécessité du débat d'idées, des mobilisations populaires, et de la confrontation à gauche pour qu'elle se refonde sur de nouvelles bases. Elle installe, qu'on le veuille ou non, notre candidat sur un siège éjectable. Elle est la première pièce d'un engrenage pouvant conduire à une candidature rétractable ou amovible, dont le deuxième rouage est la clause de revoyure d'une nouvelle conférence nationale proposée en amendement du texte.

C'est la raison pour laquelle avec Frédéric Boccara, nous présentons un amendement(1) qui supprime la proposition d'initier un « contrat de législature » pendant la campagne de la présidentielle. Notre amendement énonce qu' à l'issue de l'élection, dans une dynamique populaire devant et avec les citoyen.ne.s, nous impulsions la construction d'un pacte d'engagements communs, dont des engagements législatifs, entre les forces de gauche et écologiques pour renforcer le groupe communiste et le nombre des députés de gauche, si possible jusqu'à la victoire. Ne rentrons pas dans cette campagne de la présidentielle à reculons, de façon hésitante, ne renouvelons pas l'erreur de 2017 d'être restés sur le bord de l'arène, en implorant l'unité et en finissant par un ralliement, ayons confiance en la pertinence et la puissance de nos propositions pour mettre au centre du débat les questions attendues par les citoyen.ne.s, y compris par celles et ceux qui n'attendent plus rien des urnes.

(1)- André Chassaigne ayant présenté un amendement allant dans le même sens, nous avons retiré le nôtre et cosigné le sien.

Bob Injey – Alpes-Maritimes

«On peut se gargariser de mots, mais les faits sont têtus : si l'étiage de la gauche est faible, celui du PCF est particulièrement faible. Un peu plus de 2% aux Européennes malgré une belle campagne et un très bon candidat. Les perspectives pour 2022 sont guère réjouissantes et la réalité est là : depuis 15 ans l'étiage en voix du PCF est aux alentours de 700 000 à 800 000 voix. Sur 46 millions d'électeurs cela fait peu. Il y a deux possibilités :

Soit nous nous enfermons dans une candidature communiste, mais alors nous nous enfermons dans une seringue, dont nous ne pourrons plus sortir. Je ne crois pas alors à l'affaire d'un retrait de candidature une fois celle-ci lancée. Étrange perspective, pendant les 14 mois qui vont suivre quelle sera la réalité de notre visibilité aux yeux de nos concitoyens ? Elle sera très aléatoire, alors que nous serons coincés entre la candidature du NPA et celle de LO qui, en 2002 et 2007, étaient devant nous. Et notre campagne, comme en 2007, sera plombée par la question de la division de notre camp. À écouter certaines interventions j'ai d'ailleurs l'impression que nous «rêvons» ce qu'est une campagne présidentielle, avec beaucoup d'illusions, bien loin des réalités sur notre capacité réelle à imposer les thèmes dans la campagne. À l'inverse : si nous sommes porteurs de l'exigence de créer les conditions d'un large rassemblement pour permettre une véritable alternative sur des contenus marquant des ruptures; Si nous sommes et si nous apparaissions comme le catalyseur pour tenter de sortir du fiasco annoncé en raison de la division de notre camp, je pense que le PCF fera la démonstration de son utilité ou tout au moins de sa volonté d'essayer et gagnera en visibilité et en attractivité. Et n'oublions jamais cet aspect: il ne suffit pas d'avoir les meilleures propositions, il faut, aussi, être utile à notre peuple et donner la perspective que la vie au quotidien puisse changer. Il faut participer d'un espoir. Cela exige une grande volonté politique, et ne nous le cachons pas, rien n'est gagné d'avance. Mais il y a une attente de ce point de vue. Le peuple de gauche, parce que les institutions sont ainsi faites, assiste impuissant et dépité au triste spectacle actuel.

Si d'aventure nous devons poursuivre dans la voie mortifère d'une candidature communiste, nous inscrivant, nous aussi, dans une mise en concurrence des uns et des autres à gauche, nous allons décevoir celles et ceux qui aujourd'hui veulent en finir avec Macron sans parler du risque FN. Face au risque d'un nouveau mandat de Macron, une nouvelle illustration de l'incapacité de la gauche, à le tenter tout au moins, de se transcender serait une déception. Une déception de plus, une déception de trop qui n'épargnera aucune force. Nous y compris. Et en cette période où nous avons pris et prenons beaucoup d'initiatives sur le centenaire du PCF comment ne pas évoquer ce constat: «Si on a conscience que la force du gaullisme (aujourd'hui on pourrait dire le Macronisme) provient surtout de la division des rangs ouvriers et démocratiques, la tâche capitale, celle à laquelle tout doit être subordonnée, n'est-elle pas la réalisation de l'unité?». C'était Maurice Thorez, quelques mois avant sa disparition, et je ne pense pas que nous pouvons le qualifier de naïf.»

Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

Les communistes sont en attente d'un débat instruit, argumenté, d'une vraie réflexion sur la situation avec une ambition que je partage : ne jamais renoncer à la faire bouger, surtout quand le pire est possible. Il y a une forte attente, les contributions le montrent, pour que le débat ne se limite pas à « candidat-e ou pas de candidat-e », mais une véritable analyse de la situation, de ses risques mais aussi de ses points d'appuis. Cela passe aussi par une analyse de l'état d'esprit de nos concitoyens, des attentes populaires pour prendre une décision qui ne peut être enfermée dans « on l'a décidé au dernier congrès » et éludant de fait, le débat sur la situation. Les camarades, comme la population, mesurent l'extrême gravité de la situation, la vivent au quotidien, redoutent ce qu'elle va représenter pour eux, leurs proches. Je ne reviens pas en détail sur la situation de pauvreté dans laquelle est désormais plongé notre pays. Mais, quand on compte plus de dix millions de pauvres, un enfant sur cinq qui vit sous le seuil de pauvreté, tout le monde n'est pas touché directement, mais le plus grand nombre craint pour lui-même ou pour ses enfants de sombrer dans cette situation.

C'est un des éléments de la situation qui fait que l'attente de changement est extrêmement forte et que 2022 est vécu comme l'occasion de changer, parce que ça urge pour une majorité de Françaises et de Français.

Alors oui, le parti communiste a un rôle à jouer dans cette situation, un rôle très important pour faire en sorte que les scénarii les plus sombres ne se réalisent pas. Il nous faut prendre le temps de ce débat, quel est notre rôle, à quoi et comment notre parti est-il utile dans cette situation, quels sont les gestes qu'il est nécessaire de produire pour changer le cours des choses, comment être vécu comme ceux qui agissent pour que l'on sorte de l'impasse actuelle. Réfléchissons à ces gestes car au moment où nous sommes (plus d'un an avant le scrutin), je ne crois pas que le seul geste utile soit de porter un·e candidat·e. Engageons cette réflexion dans le parti.

L'urgence de changement est pour aujourd'hui, on ne peut la renvoyer à « un plus tard quand les idées que nous portons auront pris plus de place dans la société » Oui, nous avons l'ambition collective que nos idées soient plus présentes, qu'elles infusent dans la société mais comment faire en sorte que cela devienne une réalité ? Je crois que c'est en étant utile, utile à la vie des gens, utile à rouvrir de l'espoir que l'on est entendu, que nos idées prennent de la force. Je doute que notre candidature soit vécue ainsi et je pense que l'argument « on va faire un faible score mais on aura semé des idées » ne peut fonctionner dans la situation, le climat actuel.

Eliane le rappelait dans son introduction, 20 à 30 000 suppressions d'emplois sont annoncées sur la plate-forme de Roissy, les plus engagés pour combattre ces licenciements nous interpellent sur la question du rassemblement à gauche pour contrer les politiques en cours. Évidemment, ils ne parlent pas particulièrement de notre candidature mais pose la question du comportement des forces de gauche en vue de l'élection présidentielle. Je pense que nous devrions prendre des initiatives fortes, en nous adressant largement au mouvement social, aux forces vives de notre pays pour mettre publiquement sur la table cette question du rassemblement pour ne pas renoncer au changement, d'autant que l'appropriation collective des contenus ne peut reposer sur les seuls discours. Enfin, pour un débat le plus instruit dans le parti, je pense que les 2 options doivent figurer dans le texte débattu par les communistes.

Sébastien Laborde Gironde *(non communiquée)*

Hadrien Bortot – Paris

J'aimerais d'abord dire l'inquiétude des camarades quant à notre capacité à faire vivre dans la période que nous vivons le débat au sein des communistes. Combien de sections n'ont pas pu se réunir en 2021 ? Je crois qu'un regard sur l'état de notre organisation, sur nos difficultés à faire vivre le débat démocratique au cœur de la pandémie est nécessaire.

Par ailleurs ayons conscience de l'état de division dans lequel se trouve la gauche. Elle est en miettes. Éclatée tant par les volontés hégémoniques que par les trahisons. Seuls les mouvements sociaux tiennent encore la gauche debout. Antiraciste, écologiste, féministe, syndicale les colères se multiplient et s'expriment avec force, sans pour autant trouver de débouché politique. A ce titre, l'accord dans les Hauts-de-France est une lueur d'espoir ! Je nous appelle à porter un regard lucide sur le chemin parcouru depuis 2018 :

Celui-ci tient pour moi en deux points.

D'abord des échecs électoraux importants. La perte de nos députés européens, malgré la dynamique de campagne que nous avons cru percevoir, ne peut satisfaire personne. Il s'agit d'un affaiblissement dont nous avons du mal encore à mesurer les conséquences. C'est la première fois que les communistes français disparaissent d'une chambre parlementaire de ce niveau.

Cette défaite qui aurait pu être évitée en saisissant les mains tendues à gauche, prouve qu'il ne suffit pas d'agiter le drapeau rouge pour mobiliser l'électorat communiste. Nos électeurs·trices ne se rangent pas sagement derrière une bannière, ils-elles participent à des rassemblements qui les dépasse et qui les emportent, car ils sont porteurs de sens et d'alternatives.

Échec aux municipales, les chiffres parlent d'eux-mêmes, nous avons gagné des villes représentants 250 000 administré·e·s, mais nous avons surtout perdu des villes emblématiques ces villes représentant 650 000 administré·e·s.

Ensuite notre effacement de champs de lutte entier. J'ai déjà parlé ici de ce que je considère comme un abandon pur et simple de certains champs de lutte depuis la réorientation du 38e congrès.

Nous avons été invisibles et inaudibles sur l'ensemble des mobilisations pour le climat. Notre Parti n'a organisé aucune présence visible et structuré à Paris lors de ces grands rassemblements. Nous avons traité cette mobilisation comme nous avons traité le mouvement des gilets jaunes, les luttes antiracistes, les luttes féministes c'est-à-dire comme des objets extérieurs.

J'aimerais ici me faire l'écho de l'incompréhension des camarades sur la non réponse de notre parti à l'initiative de la France insoumise contre la chasse aux sorcières islamo-gauchiste dans l'enseignement supérieur.

Ayons conscience du bouleversement en cours des univers et des représentations politiques, ce qu'a dit Laurence sur les luttes féministes est vrai pour de nombreux sujets desquels nous n'arrivons pas à nous saisir. Cela doit nous questionner et devrait nous pousser à réagir.

Pour terminer un mot sur la situation de notre parti. Les chiffres sont cruels, depuis le dernier congrès nous avons perdu plus de 10% de nos adhérent·e·s. Certain·e·s s'en contente, mais la logique selon laquelle le parti se renforce en s'épurant ne peut constituer une stratégie à long terme. Malgré ses efforts, la voix de Fabien Roussel ne perce pas dans le débat public. Nous nous enfermons petit à petit dans une mythologie d'un Parti qui pourrait se mettre en mouvement pour un homme alors que le PCF a pour vocation à travailler à l'avènement de rassemblements et d'idées pour transformer le monde et la société. Ce décalage est d'autant plus aigu que la situation politique et sociale est dramatique. La présidence Macron a continué à exacerber les violences de classe. Le Président des riches aura travaillé pendant 5 ans pour les riches, en déroulant ses mesures libérales et son mépris de classe d'une violence inouïe. La pression de l'extrême droite est de plus en plus étouffante, dans les médias le discours de division et de haine prend de plus en plus de place, nous sommes passé d'une dédramatisation de Le Pen à une normalisation, pour préparer sa présidentialisation. Le scénario où le rassemblement national arriverait au pouvoir ne tient plus de la science-fiction mais est rentré dans l'ordre du probable. La crise sanitaire que nous traversons a profondément bouleversé nos façons de vivre et notre rapport au travail. La crise sociale qui avance est une lame de fond qui bouleverse les vies les plus précaires et les plus fragiles et qui chauffe à blanc la base sociale du fascisme. Dans ce contexte, je pense important que notre conférence nationale, se concentre sur comment trouver le chemin de la victoire de la gauche en 2022. Nous ne pouvons avoir comme seule ambition de conforter ou de sauvegarder le groupe communiste à l'assemblée nationale. Nous sommes sur un fil, et le PCF devrait mettre toutes ses forces à empêcher le basculement vers le pire. Nous devons porter l'ambition d'une majorité alternative, celle-ci ne peut se concevoir qu'avec d'autres forces de gauche. Pour cela nous devrions poser les bases d'un travail ensemble avec un accord législatif, 10 mesures d'urgences pour sortir le pays des crises, et un accord de gouvernement. C'est le seul moyen de redonner à notre Parti une dynamique et une perspective. Vous comprendrez que je soutiens la proposition dite à cette heure alternative et que j'espère à la fin de nos débats majoritaires.

Vanessa Ghiati – Hauts-de-Seine *(non communiquée)*

Pierre Lacaze – Haute-Garonne *(non communiquée)*

André Chassaigne – Puy de Dôme

Comme je l'avais exprimé en 2012 et 2017, je souhaite, vous pouvez vous en douter, exprimer mon accord pour une candidature communiste. Et une fois de plus en pleine conscience du verrouillage des élections dans le cadre du socle constitutionnel de la 5ème république, qui nous a conduit à nous enfermer dans une seringue. Certes, cette seringue a eu cependant le mérite de développer enfin dans nos rangs notre système immunitaire. J'apporte aussi mon soutien au texte qui nous est

proposé, en conscience que ce n'est pas un texte de Congrès et ne peut donc pas couvrir en exhaustivité nos propositions. Avec cependant une divergence sur un terme employé : l'emploi que je trouve ambigu et réducteur du terme « contrat de législature ». Et ce n'est pas anodin. Un « contrat de législature » fonde une alliance pour la durée, je dis bien sur la durée, du mandat de l'Assemblée législative élue. C'est un contrat politique qui engage sur un programme partagé, précis et impératif.

Il enferme donc les organisations signataires dans un cadre peu compatible avec l'autonomie de leur groupe parlementaire. Il limitera donc la parole des députés communistes qui doivent porter des propositions législatives sur la base de leur propre vision du monde. D'autant plus que l'expression de notre groupe parlementaire doit, je le pense moi-aussi au regard du vécu présent, être davantage en lien avec les orientations et choix politiques de leur Parti, exigence qui n'est plus en cours depuis plus de deux décennies.

Plutôt que « contrat de législature », j'ai proposé, avec d'autres, le terme « pacte d'engagements communs » en précisant son sens :

➤ Un socle partagé de mesures immédiates comme l'était d'ailleurs l'alliance électorale signée par les forces de gauche fin 1935 à la suite du « pacte d'unité d'action antifasciste » du 27 juillet 1934.

➤ Des propositions structurelles sans qu'elles nous enferment dans une contractualisation qui tireraient vers le bas nos propres propositions de transformation sociale.

➤ Des ententes électorales pour les élections législatives à l'image là-aussi de l'alliance électorale de 1936 dans un contexte de crise et de menace d'extrême-droite pas très différent de ce que nous vivons aujourd'hui, avec l'objectif de faire élire au maximum de députés communistes.

J'ajouterai que durant la campagne des présidentielles, cet axe fort ne peut que renforcer le soutien aux propositions que nous porterons et donner du corps à notre objectif de faire monter la perspective d'une alternative politique qui nécessite l'union des forces progressistes, comme le souhaite très largement le peuple de gauche.

Je suis persuadé aussi que le terme « contrat de législature » affaiblira la justification de notre incontournable candidature à la présidentielle et apparaîtra comme un compromis de sommet qui entraînerait la perspective d'une majorité politique rigide.

De plus, mais je pense que c'est évident pour chacun d'entre nous, le pacte d'engagements communs, que je souhaite, ne peut que se formaliser au lendemain de l'élection présidentielle.

Jean-Pierre Meyer – Var

C'est parce que les Communistes nous ont majoritairement demandé de ne pas reproduire les erreurs, les fautes du passé, que lors du 38ème Congrès, ils ont donné mandat à la direction nationale qu'ils ont mis en place, de créer les conditions pour mettre un terme à l'effacement de notre Parti durant deux élections présidentielles.

Ne recommençons pas tous les subterfuges qui hier ont conduit à sans cesse renvoyer au lendemain les décisions qu'il y avait à prendre, pour au final, les jours et les mois passant, arriver à la conclusion que nous n'aurions plus le temps d'engager une candidature communiste et que la raison devrait nous conduire à nous rallier à la candidature de celui qui ne joue pas la montre et à chaque fois a su se positionner très tôt.

Les Communistes n'accepteront pas qu'on leur fasse encore le coup !

Un avant-projet de texte pour la Conférence Nationale nous est proposé, parce qu'il se veut rassembleur, exercice ô combien complexe, il est forcément un texte de compromis (duquel j'exclue le texte alternatif proposé) sans en partager l'entier contenu et en l'état, je le voterai, car il affirme notamment tout l'intérêt « d'une candidature communiste à la présidentielle UTILE pour transformer la France », tout en faisant le nécessaire lien avec les législatives et la reconstruction de la gauche. Une gauche dont l'ancrage progressiste dépend énormément de la place, du rôle et de la force d'un PCF, force de propositions, force de terrain avec celles et ceux qui luttent.

En cela, la candidature communiste à la présidentielle n'obère en rien les stratégies de rassemblement, au contraire, elle est faite pour leur donner de la force et surtout du contenu !

La candidature de Fabien Roussel, sa lettre de candidature et de motivation nous offrent la possibilité de répondre aux attentes exprimées lors de notre dernier Congrès. J'approuve et je soutiens cette candidature qu'il faudra porter jusqu'au terme de l'élection présidentielle à venir, candidature clairement inamovible !

Il est grand temps d'engager le processus de sa validation pour mettre tout le Parti en ordre de marche, pour mettre en conformité nos décisions de Congrès, nos paroles et nos actes.

Pierre Laurent – Paris

Je m'en tiendrai dans les 4 minutes imparties à souligner une faiblesse majeure de la démarche telle qu'elle nous est proposée à ce stade.

Face à l'urgent besoin de changement politique pour l'immense majorité des Français, le danger de voir les échéances de 2022 confisqué par le piège d'un affrontement entre des solutions de droite et d'extrême-droite est immense. Avec des conséquences terribles sur l'avenir de notre peuple : ou cinq ans d'années d'un Bolsonaro ou d'un Viktor Orban à la française, ou cinq années d'un dramatique enfoncement dans des politiques qui feraient durement payer la crise de la Covid aux travailleurs et à la jeunesse sur l'autel du sauvetage des intérêts capitalistes. Ce danger n'est pas fantasmé. Il est bien réel. 75 % des Français déclarent le redouter et ne pas le souhaiter. Et, paradoxalement, plus le discrédit du pouvoir macroniste grandit, plus le risque de ce duel mortifère se développe. Notre **impératif pour 2022** est d'ouvrir une autre voie, capable de soulever un espoir, une dynamique de luttes et de mobilisations politiques, les conditions d'un changement politique au service des intérêts populaires. Tel n'est pas le cas aujourd'hui, et cela peut paraître difficilement accessible, mais c'est pourtant notre impératif de communistes. Si la solution ne va donc pas de soi, nous n'avons pas le droit aux raccourcis car, de toutes façons, la vie nous ramènera la question en pleine figure dans les mois qui viennent.

Cela m'amène à souligner trois questions et à faire trois propositions.

La première est de veiller à la teneur de nos débats, en se posant collectivement toutes les questions nécessaires, et en refusant les simplismes qui ne procéderaient pas à une analyse approfondie des dangers comme des leviers sur lesquels s'appuyer. La question n'est pas de savoir qui parmi nous est pour faire progresser les idées communistes et l'influence de notre Parti, tout communiste le souhaite. La question est de savoir si les conditions existent pour présenter une candidature communiste à l'élection présidentielle utile à dénouer cette situation dans l'intérêt de notre peuple ? La question est de savoir si nous allons réellement prendre des initiatives politiques, et lesquelles, capables de changer la situation d'impuissance dans laquelle s'enfoncent les forces de changement intéressées à la remise en cause des logiques du système actuel ? La question est de savoir, au moment où la pandémie bouleverse le monde entier et les consciences, et ouvre de nouveaux espaces aux luttes pour le dépassement des logiques capitalistes, comment nous pouvons agir pour concrétiser ces espoirs nouveaux en politique ? La question est de savoir, face à l'immense colère et défiance de notre peuple, quelle démarche et contenus mettre en avant qui mobilisent l'intervention sociale et citoyenne et un désir de politique renouvelé ? La question est de savoir, face à la division et à l'affaiblissement de la gauche, comment initier une nouvelle construction politique ?

La question dès lors est de savoir si nous faisons en quelque sorte de la candidature communiste un objectif en soi, une sorte de sésame qui ouvrirait toutes les solutions, ou si nos décisions, engager ou non une candidature à la présidentielle, préparer les élections législatives, doivent toutes être prises à l'aune d'une **réelle** ambition de changement pour 2022. Nous affirmons à plusieurs reprises cette ambition dans le texte mais tout se passe comme si nous actions par avance l'impossibilité d'y parvenir. J'ai proposé un amendement refusé en commission qui affirmerait clairement en conclusion du chapitre « agir pour le rassemblement majoritaire de notre peuple » que telle est bien notre ambition, « agir pour y parvenir » et que, je cite, « *tout au long de l'année à venir, le PCF prendra les initiatives à même de réunir les conditions d'une alternative politique et assumera ses responsabilités et sa disponibilité pour de nouvelles décisions si les conditions politiques le permettent et le nécessitent* ». Je repropose cet amendement lors de notre vote cet après-midi.

Enfin, à l'heure où le présidentielisme empoisonne le débat démocratique et emprisonne les prises de conscience politiques, comment aborder comme un tout la séquence politique de 2022, élection présidentielle et législatives, en visant une représentation communiste renforcée à l'Assemblée nationale ? Je crois que nous pouvons tenter de le faire, Nous savons tous que le piège institutionnel est redoutable, en plaçant haut dès le départ dans nos deux campagnes, présidentielle et législatives, l'objectif d'un contrat de législature, ou d'un pacte législatif si nous voulons une formule plus ouverte, pour des transformations progressistes et immédiates et structurelles. Je souhaitais que nous affirmions d'emblée que nous accordons une « importance égale » aux deux élections . Cela a été refusé au prétexte que ce serait dévaloriser notre engagement présidentiel. Incroyable ! Je pense au contraire que subordonner toute notre stratégie à la présidentielle serait une folie. D'autant que cette fois, si nous ratons l'élection d'un groupe communiste à l'Assemblée nationale, nous ne pourrions pas dire comme après l'élection européenne, « nous avons fait une belle campagne présidentielle, mais nous n'avons pas de députés, tant pis. ». Perdre nos députés européens, c'est déjà grave, même si je vois bien que notre direction a passé tout cela par pertes et profits avec une grande facilité, mais perdre notre représentation législative serait un coup terrible porté à notre crédibilité politique nationale. Je ne suis donc pas favorable à renvoyer nos campagnes législatives après la présidentielle, ni la bataille pour un pacte législatif commun. Au contraire, je pense que sur ce point le débat doit être poussé jusqu'à la conférence nationale pour mieux mettre au centre de nos campagnes l'ambition d'une construction politique nouvelle.

Emmanuel Dang Tran – Paris *(non communiquée)*

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Ce qu'appelle la situation

La double crise continue de frapper durement : sanitaire et économique. La pandémie continue et n'est pas finie. En plus comme on a vacciné, mais pas massivement cela a ouvert la voie aux différents variants. Un déferlement économique et social se profile. Il se profile d'autant plus si la pandémie s'atténue car le gouvernement macronien va chercher à lever les protections mises en place, comme les dispositifs de chômage partiel. En outre un certain nombre d'entreprises n'arrive plus à tenir. Et l'état de dépression psychologique du pays est patent. Mais aussi la colère qui monte, et va probablement commencer à se manifester plus concrètement.

La crise politique est tout aussi fondamentale.

L'enjeu politique auquel nous avons à faire face est celui de la réponse à la crise. Ces trois crises, mais aussi la crise de la gauche. De ce point de vue nous ne sommes pas en 1981, ni en 1997, ni même en 2012. La gauche est en crise et en discrédit.

L'enjeu de la présidentielle, c'est l'issue à ces crises. C'est de mener un débat intense avec nos concitoyens sur l'issue, de désigner les leviers d'action et le chemin d'une issue. C'est donc à la fois la riposte et la résistance, avec une posture unitaire, pour une gauche de combat et efficace, et un renforcement, un développement du mouvement populaire. J'ai parlé, déjà, de l'intérêt qu'il y aurait à se fixer l'objectif de construire à la présidentielle et au-delà un grand mouvement populaire contre la domination du capital.

C'est dire s'il y a besoin de l'originalité communiste. L'originalité pour déverrouiller les esprits et déverrouiller l'abstention, notamment des catégories populaires. L'originalité communiste n'est pas que de posture, elle est aussi de propositions. Elle est surtout de projet, avec le grand projet de société que nous portons, celui de sécurité d'emploi ou de formation, une perspective de liberté, de sécurité et d'émancipation au-delà du travail mais sans refouler cet enjeu majeur, ni l'enjeu majeur du capital, avec nos propositions radicales sur l'argent et sur la gestion des entreprises, notre conception des services publics, notre conception de la personne humaine de sa dignité, de son émancipation et notre conception de la démocratie, de la laïcité. Sans oublier notre internationalisme.

L'envolée des bourses alors que la disette des hôpitaux crève les yeux montrent la validité de notre slogan « l'argent pour l'hôpital, pas pour le capital ». Ce n'est pas pour rien que la pétition correspondante a été massivement signée par plus de 100.000 personnes.

Alors, un certain nombre de camarades avec Pierre Laurent mettent en avant la peur. La peur de diviser, la peur de ne pas avoir de députés. Tout ceci doit être pris au sérieux, regardé en face, mais la peur ne doit pas paralyser, elle est mauvaise conseillère. Il faut plutôt l'affronter.

La plus grande nécessité, c'est de répondre à la crise, de frayer un chemin à des réponses adéquates, y compris pour conjurer ces dangers. Des réponses à la hauteur des exigences, radicales et réalistes, face à toutes les dérives et au désarroi.

- Déjouer le duo Macron-Le Pen

On veut nous imposer un débat identitaire et nationaliste, où l'ennemi ce serait l'autre. Pour le déjouer, au fond, il nous faut imposer non seulement le débat social, mais celui sur les entreprises, l'utilisation de l'argent et les pouvoirs dans cette société face à la domination du capital. Voilà le contre-poison. Nous devons faire monter l'unification des exploités et des dominés sur cette base. Non pas sur la base d'un « magma » populiste qui, au mieux, ne construit rien et ne permet en rien de faire rempart à l'extrême-droite, bien au contraire.

- La posture de Jean-Luc Mélenchon

La posture de Jean-Luc Mélenchon est importante, car d'une part il prétend viser comme nous le refus des solutions de droite et des dérives de la gauche social-démocrate, devenue de plus en plus néolibérale. Elle est importante, d'autre part, car lors de la présidentielle, c'est pour une grande part notre électorat qui a assuré son score. On ne peut pas refouler le débat.

Sa posture va être plus unitaire que jamais. Il dit : nous faisons partie de la même « famille ». Et il nous propose précisément un pacte, un contrat pour les législatives dès avant les élections présidentielles, ou pendant.

On voit ce qu'il en est dans les Hauts de France où il s'est impliqué pour casser la possibilité que Fabien soit tête de liste. Et nous nous retrouvons tous unis derrière une candidate de EELV quasiment anti-industrie, dans une région si ouvrière et si industrielle. Il s'agit de nous faire taire. Mais avec de graves conséquences possibles...

C'est la question des contenus qui est fondamentale. Pas pour notre boutique ou nos marottes, mais pour la vie, pour affronter les réalités. Ces réalités dures de la crise.

- Le texte proposé

Le texte qui est soumis à notre discussion, puis à notre vote, propose de présenter une candidature communiste à l'élection présidentielle. C'est positif, c'est une bonne chose. Enfin ! ai-je envie de dire. Et il contient des lignes de propositions de fond qui dessinent un projet solide et à la hauteur. Je veux pouvoir voter ce texte. Mais la question d'un « contrat de législature » négocié, qui plus est, pendant l'élection présidentielle pose un vrai problème politique. C'est soumettre la présidentielle à l'élection législative. Je vois dans ce contrat une camisole.

Ce « contrat », qu'André vient de critiquer avant moi, s'accompagne de l'insistance dans le texte sur une « construction politique » au détriment de ce qu'il contenait sur l'intervention populaire, de l'insistance sur la possibilité d'une majorité de gauche, qu'il ne faut pas exclure mais dont la possibilité semble pour le moment bien mince et qui, surtout, dans le texte prend le pas sur l'absolue nécessité du débat d'idées, de faire avancer celui-ci, y compris au sein de la gauche. Mais, comment mener ce débat d'idées si, au motif de négociations en cours sur un contrat, des « engagements de législature », on rend nos propositions « union-compatibles » ? L'heure est-elle vraiment à cela ?

La présidentielle, ce n'est pas que le Président de la République avec son mode d'élection et ses pouvoirs, institution que nous condamnons depuis ses débuts. La présidentielle, c'est aussi un grand moment de disponibilité des françaises et des français pour un débat politique, pour un débat de projet. Avons-nous confiance en notre projet ou pas ? Notre projet conjugué à notre posture unitaire et notre ancrage dans les luttes. A ce qu'il peut apporter à cette recherche de nos concitoyens, de notre pays ? En tout cas, les camarades que je côtoie, que je rencontre dans les mobilisations et luttes, à la base, comme on dit, on a confiance. Ils attendent de nous que y allions clairement.

- Un amendement politique

Député·e·s communistes, posture unitaire, idées, mouvement populaire. La façon dont nous allons mener la présidentielle doit permettre de conjuguer ces 4 choses.

C'est pourquoi, avec Evelyne Ternant et André Chassaigne, je propose un amendement qui substitue au « contrat de législature » [ou au « pacte d'engagements législatifs communs », terme qui a été inséré ensuite] négocié pendant, la notion de « pacte d'engagements communs », discuté après la présidentielle, sur la base de la campagne, des idées portées dans celle-ci. Ce pacte d'engagements se ferait en lien avec le mouvement populaire. Il porterait à la fois sur des mesures immédiates, des mesures structurelles, et sur des ententes électorales renforçant le poids de la gauche et des députés communistes, ouvrant la voie, si le rapport des forces le permet à une politique à même de sortir le pays de la crise.

Cela va de pair, comme le dit le paragraphe qui suit dans le texte, avec le fait de construire dès maintenant des candidatures dans les circonscriptions. Mais ne soumet pas la présidentielle, et son débat d'idées, à un « pacte d'engagements législatifs ».

Je souhaite pouvoir voter ce texte à la conférence nationale et ici. Car je souhaite que nous puissions mener la campagne présidentielle pour déverrouiller la situation en y portant notre projet et nos idées. J'alerte en ce sens les communistes, je les appelle à se saisir de ce débat pour déjouer le piège qui, sous couvert de conciliation, peut déboucher sur un effacement renforcé du parti et de ses idées profondes, comme on l'observe dans quelques régions à l'occasion des élections régionales.

Cet amendement a été présenté et soutenu, au nom d'Evelyne Ternant, d'André Chassaigne et moi-même, dans le débat d'amendement de l'après-midi. Il a obtenu les voix de 29 camarades et n'a donc pas été adopté. J'ai ensuite joins mes voix au total de 68 camarades qui ont voté en faveur de la présentation d'un communiste à l'élection présidentielle.

Le débat continue jusqu'à la conférence nationale.

Vincent Bouget – Gard

Le travail de la commission du texte a permis de faire ressortir des débats de fond qui doivent être mis dans les mains des communistes.

Aujourd'hui, je trouve le texte trop fermé et ne levant pas les contradictions.

D'abord, il nous faut clairement dire quel est notre objectif politique pour la séquence de 2022. Soit un candidat à la présidentielle, coûte que coûte, soit l'objectif d'une nouvelle majorité politique qui répond aux attentes populaires, répond aux enjeux du moment, à la gravité de la situation. La seconde proposition a ma préférence.

Pour cela, il faut prendre une initiative politique d'ampleur, claire pour travailler à une construction politique nouvelle, sans en rabaisser sur les contenus. Cela ne veut pas dire que cette construction ne soit qu'un débat de somment. Mais cela permettrait de nous adresser et de mettre en mouvement ceux qui aujourd'hui se désespèrent. Mais pour cela il faut le vouloir vraiment. Un·e candidat·e communiste à la présidentielle peut porter ce projet (contenu et rassemblement), et je crois que ce serait être pleinement communiste que de marcher sur ses deux jambes. Pour cela, dire que nous serons attentifs à l'évolution de la situation politique, dire que nous ne faisons pas de notre candidature à la présidentielle un préalable à tout, ce n'est pas nous affaiblir mais c'est rendre crédible notre démarche et notre volonté. C'est responsable et cela nous permettra d'être compris par le grand nombre. Lors des dernières élections municipales à Nîmes, nous avons à la fois pris une initiative politique de rassemblement associant les partis et les citoyen·ne·s, nous avons construit avec eux un contenu de haut niveau, proposé une candidature sans qu'elle soit un préalable. Quand nos partenaires politiques nous ont finalement lâchés, nous avons gardé la confiance de ceux avec qui nous avons travaillé et le résultat l'a démontré.

Donc, il faut à la fois travailler des propositions d'un haut niveau politique, en phase avec ce que nous appelons communisme aujourd'hui, une initiative politique forte de rassemblement sur un contenu, en phase avec ce qui existe dans la société, une réelle volonté, sincère de faire bouger la situation politique dans le bon sens.

Pierric Annot – Hauts-de-Seine

Je remercie également la commission pour son travail. Il y a une meilleure prise en compte du danger de la situation et d'un possible second tour droite-LREM/RN par rapport à l'introduction du précédent CN. Cependant le reste du texte est désormais en déséquilibre par rapport à ce constat. Je veux faire quelques remarques.

D'abord sur l'état du débat et la clarté vis-à-vis des communistes. On commence à ne plus s'y retrouver. Si le rassemblement opéré pour les régionales dans les Hauts-de-France, est une bonne nouvelle et présenté comme une nécessité face au danger d'un nouvel effacement de la gauche dans un hémicycle droite/FN, pourquoi ce qui vaut pour la région ne vaut pas pour le pays confronté au même péril ? J'ajoute que dans le rapport de Christian, on bat en brèche l'idée « d'accord de sommet ». Mais dans les Hauts-de-France, il s'agit bien d'un accord de « sommet ». Je crois qu'il est inutile d'opposer base et sommet. Avancer sur les deux fronts est nécessaire, il y a une forme de lien dialectique entre les deux. Et la spécificité de l'échéance de 2022, est bien que l'accession au pouvoir du RN devient une hypothèse sérieuse et que les forces de gauche sont à un niveau extrêmement bas.

À ce titre, nous ne sommes ni en 1974, ni 1981, ni en 2007. L'enjeu n'est pas : qui à gauche entre bloc réformiste ou révolutionnaire pour affronter le droite ou le RN au second tour ? La question posée est : la gauche est-elle en capacité d'y figurer ? C'est cela la question posée par l'analyse concrète de la situation concrète.

Seconde remarque. Dans l'introduction à notre discussion, il est dit que la faiblesse de la gauche ne vient pas de ses divisions mais du fait qu'elle ne s'adresse plus aux catégories populaires. Je partage en partie cette remarque. Cela exige un profond travail quant à la bataille des idées, sur laquelle l'extrême droite tend à devenir hégémonique. Ainsi, on ne peut pas faire ce constat et dans le même temps continuer à être ambiguës et divisés sur la loi « séparatisme » comme ce fut le cas du vote de notre groupe à l'Assemblée. Ce vote traduit un profond malaise du PCF sur ces questions.

Cette loi vise pourtant uniquement à enfermer le débat politique dans des questions identitaires et à désigner une partie des citoyens de ce pays, notamment des couches populaires, comme « ennemis de la République ». Ce faisant, nous participons à ce sentiment d'abandon et nous nous mettons en porte à faux du mouvement populaire (les centaines de milliers de citoyens mobilisés pour la défense des libertés et contre cette loi) dont nous affirmons pourtant le caractère essentiel.

Cela est lié à ma troisième remarque. Nous parlons de co-construction avec les forces disponibles, de construction d'une « unité populaire agissante », du mouvement social.

Mais de quoi et de qui parlons-nous précisément ?

Avec qui avons-nous entrepris une construction commune ?

Quelles sont nos initiatives et adresses politiques avec et envers les forces du mouvement social, féministe, antiraciste, écologiste, syndicaliste ?

Que proposons-nous concrètement ?

Tout récemment, nous avons décliné la proposition faite par la France Insoumise d'une riposte commune des forces de gauche aux offensives de Dominique Vidal sur la question de l'islamo-gauchisme. On se paye de mots.

Quatrième remarque, le texte proposé atterrit finalement sur la question du rassemblement mais uniquement pour les élections législatives.

Il y a une sorte d'impensé stratégique. Comment pouvons-nous faire l'impasse sur le caractère déterminant du résultat de la Présidentielle sur le scrutin législatif et des conséquences d'une gauche divisée très probablement absente du second tour dans ces conditions ?

Nous nous inscrivons donc d'ores et déjà dans une démarche de résistance au parlement et non dans la construction d'une victoire et d'une nouvelle majorité.

Jean-Marc Durand – Drôme

La question de la candidature à la présidentielle ne peut se régler comme cela, ex nihilo, mais bien en prenant en considération la situation dans laquelle se trouvent à la fois le Pcf, la gauche et la société françaises et au-delà l'Europe et le Monde.

Certes une telle affirmation peut paraître enfoncer une porte ouverte mais à y regarder de plus près sans doute pas tant que ça, car au fond tout dépend de l'analyse que nous faisons de la crise globale actuelle, de ses causes, de ses enjeux et de l'issue que nous lui voyons. Aujourd'hui avec la crise sanitaire qui se développe en même temps qu'une crise économique, financière, écologique, démocratique profonde tout montre que la question centrale est un changement de système. En somme tout pousse à une exigence considérable de contenus pour engager ce qu'il faut bien appeler une révolution. Il ne s'agit pas seulement d'améliorer le sort des plus démunis ou de mettre des pansements sur une jambe de bois mais d'un changement de société. Et c'est à l'aune de cette ambition transformatrice que nous avons à décider de la proposition d'une candidature communiste à la présidentielle avec laquelle je suis en accord et non à partir de je ne sais quel jeu politicien ou de je ne sais quelle alliance de circonstance pour préserver quelques sièges dont on peut parfois ensuite s'interroger quant à l'efficacité. Donc il ne s'agit pas comme le texte de préparation à la conférence nationale nous le propose, de placer la présidentielle sous tutelle des législatives avec un contrat de législature qui mettrait en débat en même temps que se déroulerait la campagne présidentielle, la construction d'une sorte de programme commun de législature de fait en deçà en termes de contenus, de ce que nous porterions dans la présidentielle. Ou alors serait-ce le moyen de chuter au final sur une candidature commune ? Façon comme une autre d'assurer notre présence à l'Assemblée Nationale. En 2017 ne devons-nous pas 7 élus à l'accord passé avec J-L Mélenchon ? Raison de plus pour que notre candidature ne soit pas une candidature de témoignage mais une candidature qui par les propositions qu'elle porterait : financements, politique du crédit et fiscalité, SEF, pouvoirs et services publics, permettrait un ressaisissement de toute la gauche et la relance du mouvement social dans la durée et sur le fond. Mouvement social et expression dans les urnes sont indissociables pour permettre à une gauche véritable d'accéder au pouvoir. C'est ainsi que se travaillera de la meilleure des manières le rassemblement à gauche qui pour l'heure, ressemble plus à un vœu pieux qu'à la réalité. Puisque tout le monde parle de sondages, regardons ce qu'ils disent quant à la perspective de résultat de la gauche rassemblée. Au mieux elle est donnée à 28%. Oui bien sûr qu'il y a le risque d'un second tour Macron/Le Pen. Bien sûr que le danger Le Pen est bel et bien une réalité : l'actuel rapprochement droite – RN n'en n'est-il pas un signe avant-coureur ? Face à cette réalité, il ne s'agit pas de parler d'extrême gravité de la situation mais surtout d'apporter des réponses à la hauteur. C'est cela qui permettra de combattre Le Pen. L'heure est à entrer en résistance, d'ailleurs cela devrait déjà être le cas, afin d'ouvrir les portes d'une alternative crédible. Notre candidature à la présidentielle doit en tout cas en être le déclic. Et arrêtons de comparer des élections complètement différentes les unes des autres : municipales, départementales, régionales sont des scrutins de liste. La présidentielle est une élection uninominale et si on fusionne des candidats.es pour un poste unique il n'en restera qu'un et pas plusieurs.

Enfin trois remarques :

- Parler d'utilité du Pcf ce n'est pas lui passer de la pommade tout en prônant des choix qui l'effacent mais en faire une force indispensable au changement et au rassemblement sur des objectifs politiques clairs et de haut niveau.
- Il n'est pas inutile de rappeler à ce stade les mots d'un certain Raymond Barre qui en substance disait : on ne fait pas le même politique en France avec un Pcf influent ou un Pcf insignifiant.
- Beaucoup se réfèrent à 1936 pour en appeler à se rassembler derrière un.e candidat.e unique à la présidentielle mais je rappellerai simplement qu'après 1936 il y a eu 1939...

Amadou Deme – Essonne

En tant que direction nationale, nous devons toujours partir de la situation politique, prendre le temps de discuter de l'état de nos forces organisées, proposer à l'ensemble des communistes une feuille de route ambitieuse pour les années à venir. En tant que révolutionnaires, nous devons en permanence être exigeants sur nous-mêmes, nos ambitions et nos pratiques, pas ressasser des positionnements de congrès.

Le plus difficile ne consiste pas à désigner une candidature pour l'élection présidentielle (nous aurions déjà pu le faire en 2017), posons-nous d'abord la question du pourquoi et du comment d'une telle candidature. Remettons les choses dans l'ordre : désigner un candidat doit être l'aboutissement d'un processus de réflexion stratégique et non un préalable à toute discussion. On ne présente pas une candidature communiste pour défendre des idées communistes gravées dans le marbre et les imposer à toutes et tous. Le communisme est un mouvement et non un état, il ne peut se concevoir de façon purement théorique et dogmatique ; pour construire des dynamiques populaires et œuvrer à des rassemblements politiques progressistes majoritaires

De la même manière, un·e maire (ou une tête de liste) communiste ne se présente pas à une élection municipale pour défendre uniquement « ses couleurs », mais un projet municipal en concertation avec les citoyen·ne·s et ses colistier·e·s. Cessons de dire « je » quand il faudrait dire « nous ». Tout bon révolutionnaire part du réel pour pouvoir le transformer : les résultats de notre liste aux élections européennes relèvent d'une certaine déception. Pourtant, nous avons constitué une belle liste avec à sa tête un camarade dynamique et apprécié, les médias étaient globalement bienveillants à notre égard (c'est suffisamment rare pour être souligné), nos initiatives de campagne étaient relativement bien accueillies, et on connaît la suite.

Nous avons d'ailleurs raté le coche au soir de ces mêmes élections européennes, car nous aurions pu en toute lucidité tirer les leçons de ce scrutin pour nous, non seulement pour notre parti mais également pour les forces de progrès, et lancer à toutes les forces de gauche, écologiques et citoyennes, un appel pour notre pays.

Je ne nie pas l'importance du volontarisme en politique, mais une stratégie ne peut se résumer à cela ; une ambition électorale se construit et ne se décrète pas. Certains intervenants croient-ils réellement à leurs propres discours autour d'une candidature communiste « quoi qu'il en coûte » à l'élection présidentielle ? Il est tout de même assez cocasse, pour ne pas dire navrant, d'entendre certains camarades continuer à agiter des slogans de congrès – qui sont par nature réducteurs - et prétendre lutter contre un soi-disant effacement du PCF au prix de l'éradication du même parti sur le plan national ! Un peu de sérieux ; nous ne pouvons évidemment pas déconnecter élections présidentielle et législatives ou sacrifier l'une pour l'autre et devons même au contraire consacrer la majorité de nos efforts à conforter le groupe communiste à l'Assemblée nationale, en commençant par mettre en avant les camarades candidats dans chaque canton et région pour, dès 2021, nous positionner utilement et intelligemment pour 2022.

Anaïs Fley – Hauts-de-Seine

Comme vous vous en doutez, et je tâcherai donc d'être concise, je ne vais pas nourrir le débat autour du projet de texte pour la Conférence nationale : je vais encore une fois préférer m'exprimer en tant que secrétaire nationale de l'UEC, car il y a encore beaucoup à dire sur l'activité politique étudiante de ces dernières semaines. J'espère par ailleurs que ce qu'il y a à en dire pourra participer à éclairer le débat général.

Vous le savez, depuis quelques mois, les collectes et distributions solidaires se multiplient pour les étudiant·e·s. Les files d'attente grossissent au fur et à mesure que le temps passe. A côté de chez moi, à la cité-universitaire de Nanterre, les étudiant·e·s qui étaient quelques dizaines à attendre leur panier alimentaires il y a peu sont aujourd'hui plus d'une centaine à chaque distribution. Cette situation est dramatique. Les collectes solidaires organisées par l'UEC et le PCF dans des dizaines de villes sont à ce titre des gestes de solidarité d'une très haute importance pour les étudiant·e·s isolés. Je pense que, comme moi, nombreux sont ici les camarades qui se sont mobilisés devant les supermarchés et les cités-universitaires. Vous avez sûrement ressenti, vous aussi, face à l'élan de solidarité général et à la joie des étudiants de discuter avec nous, que c'est dans cette épreuve qu'on voit le sens de l'engagement communiste.

Je souhaite également revenir sur la semaine de la pensée marxiste qu'a organisé comme chaque année l'UEC au fil du mois de mars. Je suis très heureuse du travail des camarades, qui ont permis aux quelques 10.000 personnes ayant suivi nos débats de penser le monde pour le transformer. Je salue ce travail car il est essentiel de rappeler l'importance du débat et de la construction collective

dans cette époque d'isolement. Je ne vais pas revenir sur chaque conférence, qui ont été aussi diverses que l'introduction à la philosophie marxiste animée par Jean Quétier (500 personnes) ou le débat autour de l'enjeu énergétique animé par Ivan Lavallée et Jérémie Giono (3600 personnes). Notons quand même l'excellent débat autour de la précarité étudiante et du revenu étudiant avec Bernard Friot et Pascal Savoldelli, qui a pris la forme d'un débat contradictoire de haut vol, et qui a par exemple été suivi par 3000 personnes, dont beaucoup d'étudiant·e·s et de doctorant·e·s qui ont pris la parole au cours de la discussion. Notons aussi le remarquable échange auquel j'ai participé avec Elsa Faucillon et l'UNEF autour de l'enjeu de la précarité étudiante et des réponses politiques à y apporter. Comme le disait Mélanie Luce au cours de notre discussion, il y a des convergences sur lesquelles nous appuyer pour faire avancer les luttes étudiantes. Tout ceci est très encourageant et nous oblige à continuer de prendre nos responsabilités vis-à-vis de cette jeunesse et de ces étudiant·e·s qui veulent agir pour changer radicalement le cours de l'histoire. Nous continuerons donc bien entendu de nous mobiliser avec elles et eux : dans quelques jours le 16 mars avec les autres organisations étudiantes et de jeunesse, et bien sûr dans nos facs qui ont repris peu à peu le présentiel malgré l'incertitude des prochaines semaines. Je vous remercie.

Igor Zamichiei – Paris

Je voterai le texte proposé qui est à la hauteur des enjeux. Je veux dire trois choses : 1. Ce qui nous rassemble ; 2. La nécessité pour la direction de faire un choix clair qui ne ferme pas le débat ; 3. Mon avis sur ce choix.

1) Ce qui nous rassemble : la gravité de la situation politique et l'importance de mettre en échec le scénario du duo Macron-Le Pen que l'on veut nous imposer avec le risque d'une victoire de la candidate du rassemblement national ; la profondeur de la crise dans toutes ses dimensions et des bouleversements en cours qui appellent une rupture avec les politiques capitalistes ; la nécessité de créer les conditions d'une alternative politique de gauche à la hauteur des défis de la période. Tous ces points font accord entre nous.

2) La nécessité pour la direction de faire un choix clair qui ne ferme pas le débat : si nous sommes d'accord sur les points précédents, nous avons un débat réel sur le chemin à emprunter pour construire cette alternative politique. Notre direction a donc un choix clair à faire à cette étape puisque deux options, donnant deux directions de travail différentes, sont soumises au vote, tout en permettant aux communistes de débattre de ces deux options.

3) Mon avis sur ce choix :

- L'option alternative revient à reporter notre choix à l'automne avec le risque d'aboutir à un ralliement car elle ne se donne aucunement les moyens de construire la candidature unique qu'elle appelle de ses vœux, si ce n'est par une construction de sommet sur un socle minimal de mesures. C'est démobilisateur et voué à l'échec. Mesurons que le seul sondage testant une candidature unique avec différents candidats potentiels indique que si JLM était candidat unique de toutes les forces de gauches, il ferait 15 % des voix (loin de la qualification possible au second tour) alors que la somme des candidatures de gauche au premier tour fait 27% ! Aussi, je considère que la meilleure chance qu'un candidat.e de gauche accède au second tour, c'est qu'une candidature communiste à la présidentielle et indissociablement un pacte d'engagements pour les législatives contribuent positivement au débat à gauche et à l'unité de la base sociale que nous voulons rassembler qui est aujourd'hui fragmentée et démobilisée.

- Notre candidature à la présidentielle doit à mon sens avoir trois caractéristiques : 1. Ne pas être une candidature de la Ve république mais une candidature qui porte les voix de toutes celles et ceux qui veulent de profondes ruptures et transformations sociales dans le pays, une candidature qui s'adresse aux catégories populaires et au monde du travail et de la création, non pour leur proposer de se rallier mais pour faire vivre une construction collective ; 2. Une candidature qui mène la bataille d'idées dans l'affrontement avec l'extrême droite et les droites et dans l'indispensable débat sur la politique à porter à gauche, aide à libérer les aspirations qui grandissent actuellement dans la société, fasse progresser la conscience de classe, porte un programme en résonance avec les défis de la crise actuelle et le rejet grandissant du capitalisme qui échoue dans cette crise à répondre aux

besoins ; 3. Une candidature qui impulse des initiatives politiques, non de sommet, mais une mise en mouvement populaire, en lien avec l'action que nous mènerons dans les circonscriptions législatives.

J'ai la conviction que la candidature de Fabien Roussel est en phase avec cette conception et qu'elle sera un atout considérable dans la bataille politique.

Enfin, ne nous payons pas de mots en disant qu'il faut prendre « une initiative historique de grande ampleur » sans préciser laquelle ou en lançant une injonction à « ne pas perdre notre groupe à l'Assemblée » sans dire comment ne pas le perdre. Oui, le PCF doit prendre des initiatives, et nous avons commencé à le faire avec force sur l'enjeu décisif de faire du vaccin un bien public mondial ou encore dans notre mobilisation pour la solidarité concrète et le besoin de réponses structurelles, de sécurisation de l'emploi. Il faut amplifier dans nos campagnes de 2022 ces initiatives jusqu'à développer sur ces sujets et sur d'autres des fronts de luttes sectoriels qui permettent de gagner des avancées. Ca c'est du concret ! Et notre candidature à la présidentielle n'est en rien « un sésame », elle un des moyens, avec le pacte d'engagements communs législatifs, de la mise en mouvement populaire. Cette ambition d'un pacte législatif crédibilise utilement notre volonté d'une alternative politique.

Léon Deffontaines Seine-Saint-Denis *(non communiquée)*

Isabelle De Almeida – Côte d'Or

Nous ne sommes pas en conférence nationale, mais en réunion de CN et notre objectif est d'aider les communistes à à réfléchir, à débattre, à confronter leurs opinions pour prendre des décisions d'ici la conférence nationale et après. Il leur faut donc des éléments clairs et c'est de notre responsabilité de leur en donner. Des éléments pour apprécier si les conditions d'aujourd'hui sont réunies pour engager une candidature communiste en 2022 (c'est le mandat du 38^e congrès). Le débat dans le parti, heureusement s'est élargi (les contributions sur la plate-forme le montrent) à plusieurs questions : celle de la construction d'une majorité politique à construire et des élections législatives (plutôt absentes de notre texte du congrès) et le texte présenté ce matin a un peu bougé par rapport au premier jet pour tenir. Même si le texte prend plus en compte les dangers de la situation (notamment l'extrême droite), la nécessité de prendre des initiatives de construction de rassemblements, de pointe plus les convergences possibles, il reste flou.

Ce texte manque de précisions :

- sur les initiatives à construire pour gagner une majorité politique : rien sur la méthode, le calendrier et sur l'évaluation de ces initiatives.

- sur les élections législatives aussi : pas de méthode .

Les communistes vont nous poser des questions sur ces points, que répondons nous ?

Dans le débat de ce matin, plusieurs hypothèses sont émises, pourquoi ne pas les laisser ouvertes jusqu'à la conférence nationale afin de les instruire avec les communistes ? Cela permettrait d'inclure tous les communistes et ce serait plus respectueux de nos débats.

Dominique Boué – Indre *(non communiquée)*

Léo Purguette – Bouches-du-Rhône *(non communiquée)*

Alain Pagano – Maine-et-Loire *(non communiquée)*

Fabien Roussel – Nord

D'abord je voudrais revenir très rapidement sur cette crise sanitaire juste pour dire que les choix du Président de la République, en décidant de maintenir un plateau haut, de laisser

circuler les différents variants, d'avoir entre 300 à 500 morts par jour sont durs pour nos soignant·e·s, durs pour nos concitoyen·ne·s et terribles pour notre démocratie.

D'autant plus durs que rien n'est fait pour lever les brevets sur les vaccins, pour les produire massivement en France et dans le monde et que nous sommes donc toujours en pénurie de vaccin et donc très en retard dans la vaccination, alors qu'il existe aujourd'hui 4 vaccins validés en France et 11 utilisés dans le monde. Nos déplacements cette semaine à Lyon, à l'OMS avec Pierre Dharréville et Cécile Cukierman ou encore à l'Institut Pasteur de Lille avec Cathy ont été très instructifs à ce sujet.

10.300 morts en février. Nous en aurons autant en mars et en avril si aucune autre décision n'est prise. Le mois de février, pendant lequel les écoles étaient fermées avec les congés scolaires, a été gâché, au nom des exigences de l'économie capitaliste !

C'est la raison pour laquelle nous pouvons, nous devons amplifier notre campagne pour la levée des brevets. Les initiatives de cette semaine dans toutes les régions ont permis de donner de la lisibilité à notre action, que nous partageons avec de plus en plus de monde, syndicats, associations, scientifiques. Faisons signer notre pétition « pas de profit sur la pandémie ». L'actualité nous donne tous les jours l'occasion de nous exprimer sur cette campagne fondamentale, tant elle démontre les contradictions du système.

Le dernier vaccin, de Johnson&Johnson se verra ainsi produit aux Pays-Bas. Puis il partira aux États-Unis pour y être façonné. Il reviendra ensuite en Europe en suivant un parcours administratif et douanier laborieux, rythmé par des autorisations d'exportation très strictes.

La nouvelle présidente de l'OMC a pointé ces difficultés. Elle appelle à accélérer la production et menace de cette possibilité de levée des vaccins.

L'Afrique du Sud, soutenue par l'Inde et d'autres pays, a ainsi déposé une résolution à l'OMC pour demander la levée des brevets, en échange d'une indemnisation des laboratoires.

A ce jour, les pays de l'Union européenne et les États Unis prévoient de ne pas la soutenir, pour protéger leur big pharma. Il faut augmenter la pression sur la France, sur le Président de la République ! La France s'honorerait de soutenir une telle proposition, de défendre cette résolution !

Au lieu de cela, cette majorité préfère gérer la pénurie, opposant les générations entre elles, interdisant les soignant·e·s d'accéder au vaccin Pfizer comme ils le réclament et comme cela se fait en Belgique.

Je félicite à mon tour l'ensemble de la commission qui nous propose ce texte.

Un mot sur la crise sanitaire. J'avais prévu d'en dire plus mais je pense que vous pourrez avoir accès à l'intégralité de mon intervention.

Le Président de la République a choisi de maintenir un plateau haut qui fait de nombreuses victimes. Nous sommes nous aussi touchés dans notre chair par ces choix. Je pense à Yann Le Pollotec, aujourd'hui entre la vie et la mort. Je pense à tous nos ami·e·s, nos camarades, malades, hospitalisé·e·s. La peur domine. Nous vivons sous le régime d'un couvre-feu depuis le 23 octobre dernier pour près de 50 départements ! Ça fait 4 mois et demi !

Ce climat est dur aussi pour l'activité militante. Il nous frappe tous et toutes, nous aussi ! Même s'il y a des luttes, le monde syndical est tétanisé, paralysé par ce climat. C'est difficile pour tout le monde, celui de la culture comme dans les boîtes en grève. Oui, tout est fait pour maintenir une chape de plomb sur notre pays et sur les luttes !

Cela se ressent dans notre propre capacité à militer. J'entends des syndicalistes nous dire, me dire, qu'il est extrêmement difficile de mobiliser en ce moment. Je pense aux salarié·e·s des Fonderies de Bretagne, aux jeunes qui appellent à se mobiliser le 16, je pense aux hospitalier·e·s, aux acteurs, actrices de la culture, à celles et ceux qui s'opposent à des plans de licenciements dévastateurs, comme ceux tombés ces derniers jours dans l'Aveyron.

Oui ça tape dur sur la jeunesse, sur nos emplois, sur notre pouvoir d'achat.

Pendant ce temps, tout est permis pour le patronat et le gouvernement : distribuer des

dividendes, dérouler les plans de licenciements injustifiés, délocaliser la production à l'étranger, fermer des lits d'hôpitaux, privatiser EDF, fusionner Suez Véolia, fermer des classes, accélérer la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage...

Oui, ce grand débat que nous ouvrons dans notre Parti est donc un évènement en lui même; c'est important car c'est la démocratie qui est affectée, abîmée par cette situation, par ce climat, par ce couvre feu, par cette circulation forte du virus. La stratégie du Président de « vivre avec le virus », c'est aussi une stratégie visant à tétaniser les Français et les Françaises au lieu de combattre ce virus, au lieu de choisir la stratégie « zéro Covid » mise en place dans bien d'autres pays.

Ayons conscience de cette situation pour mieux y répondre.

Notre choix de nous engager dans les élections présidentielle et législatives est une réponse.

Et la manière dont nous allons nous y engager, plus encore ! C'est l'occasion de montrer que la démocratie est bien vivante, qu'elle peut et doit vivre !

Les multinationales, les banques, les assurances ne se sont pas mises en sommeil ! Ils tiennent leur CA, leurs assemblées générales, réunissant des membres par visio issus de tous les pays et ils prennent des décisions !. Eux, bien sûr, vont trouver les moyens de poursuivre leur basse œuvre.

Alors créons nous aussi les moyens d'y répliquer.

Réussir l'exploit de réunir, de faire dialoguer 1000 délégué·e·s durant cette pandémie c'est donc aussi très politique !

Nous avons deux mois devant nous pour faire dialoguer et réunir des milliers de communistes durant cette période comme nous venons et sommes en train de le faire à l'occasion des conférences régionales et des votes. 13 000 communistes se sont exprimés dans 4 régions ! Nous avons 1150 sections actives qui doivent pouvoir organiser ce débat et s'y mettre dès demain.

Les dirigeant·e·s que nous sommes peuvent créer les conditions pour cela. Et pour ma part, je poursuivrai, dans les semaines qui viennent, mes déplacements à la rencontre du monde du travail et de la création, de la jeunesse, et je me rendrai disponible, en physique ou en visio pour participer à vos débats.

Je suis disponible pour écouter les communistes, répondre aux questions, débattre.

J'aspire sincèrement à ce que les communistes, que la force militante s'exprime franchement et dans le respect des avis de chacun·e car la situation en France n'est pas simple. Quelques-uns expriment des doutes, d'autres leur opposition. C'est la vie. Je veux écouter tout le monde.

Ce texte est une bonne feuille de route pour engager le débat, une invitation à la réflexion, mais aussi à l'action, mêlant intimement les élections présidentielle et législatives.

Et il faut mêler intimement présidentielle et législatives. C'est aussi comme cela que nous affirmerons la démarche de rassemblement qui nous anime en présentant un·e candidat·e à la présidentielle. Je veux que nous puissions présenter notre projet aux Français·e·s pendant la présidentielle et en même temps, dialoguer avec les autres forces politiques de gauche pour construire avec eux un pacte, un contrat, une démarche commune, qu'importe le terme, en vue des législatives car aucune force politique ne sera majoritaire toute seule à l'Assemblée nationale. Oui, il faut tout mettre en œuvre pour faire gagner une majorité de députés de gauche à l'Assemblée nationale avec, en son sein, un grand nombre de député·e·s communistes. Et il faut engager ce débat avant la présidentielle, c'est d'ailleurs ce que j'ai entendu le plus souvent dans les échanges que j'ai eu avec de nombreux et nombreuses camarades comme avec de nombreux·ses Parlementaires que j'ai rencontré ces dernières semaines.

Bien sûr, il manquera toujours la réflexion sur tel ou tel sujet. Mais allons-y, enrichissons-le ! Enrichissons-le pour que ce texte parle au peuple, au monde du travail, à la jeunesse, rassemble, unisse, et mette en débat dans le pays un projet de société débarrassé du capitalisme, mettant l'humain et la planète au cœur de tous ses choix, reprenant le pouvoir à la finance. Et menons ce débat en imaginant la Présidence de la République que nous voulons, la

majorité politique que nous voulons à l'Assemblée avec les mesures que nous voulons voir mises en œuvre. Mais allons-y ! Il faut avoir un discours d'espoir pour nos compatriotes au lieu du débat mortifère qui veut nous enfermer dans la seule alternative d'un duel Macron - Le Pen. La plateforme « la France en Commun » est aussi disponible, ouverte aux militant·e·s mais aussi à l'ensemble de nos concitoyen·ne·s pour faire part de leurs propositions sur le programme que nous voulons défendre. Elle doit accompagner nos débats. Il faut continuer de la faire connaître. Notre calendrier nous permet d'être prêts, d'avoir un·e candidat·e et une stratégie aux législatives dès le 9 mai au soir si les communistes le décidaient. Ne retardons surtout pas ce calendrier ! Cela fait 15 ans que nous n'avons pas mené de campagne présidentielle ! Alors si nous faisons le choix d'y aller, allons-y tôt et rassemblé·e·s ! Ne prenons pas de retard ! Repousser notre choix au dernier trimestre, c'est trop tard pour être en campagne, pour réussir à prendre toute notre place dans le débat, alors même que d'autres candidat·e·s seront déjà en campagne depuis des mois. Je ne me vois pas, pour ma part, y aller dans ces conditions. Décider à la fin de l'année, c'est créer les conditions d'un choix par défaut, d'un non choix. Au contraire, faisons de notre candidature à la présidentielle un événement et le plus tôt possible ! Ouvrons le débat, ouvrons les portes de l'espoir, bousculons cette échéance et tous les pronostics ! Soyons combatifs ! Nous avons une force militante et une implantation en France dont personne d'autre ne dispose. Nous avons des élu·e·s locaux, des maires et j'en suis certain, après juin de nombreux·ses conseiller·e·s départementales·aux et régionales·aux qui nous permettent de faire vivre nos idées partout ! Nous avons deux groupes à l'Assemblée et au Sénat, ce que d'autres n'ont pas, non plus ! Nous avons donc de nombreux atouts de notre côté et parfois, je me demande si nous ne les sous-estimons pas. Nous devons avoir confiance en nous, en nos idées, en notre capacité de rassemblement, dans nos idées et notre projet. C'est dans cet esprit que je m'engage et que je me rends disponible. Je suis prêt. Pas pour une candidature de témoignage. Pas pour faire de la figuration. Mais pour faire le score le plus important qui soit, créer une dynamique utile à nos idées, à notre projet, utile à toute la gauche. Je suis prêt à m'engager parce que j'ai la conviction que notre pays, la gauche en a besoin, a besoin d'un projet et de propositions révolutionnaires, populaires, à la hauteur de la crise que nous vivons !

Pour moi, pour notre parti, il n'y a pas d'autres choix que celui là. Je vous demande donc cette investiture le 9 mai prochain. Et je m'y engagerai pleinement avec l'ambition d'ouvrir enfin des perspectives de victoires à gauche, avec la volonté de prendre toutes les initiatives avec le mouvement social, avec les forces politiques de gauche que tout le monde appelle de ses vœux. Concernant la proposition qui laisse entendre que nous pourrions revoir notre position, notre choix en fonction de l'évolution de la situation. L'écrire, le dire, c'est affaiblir terriblement notre candidature. Je ne partage pas ce choix.. Notre candidat doit être soutenu pleinement et avoir de la force. Ayons confiance dans notre capacité collective à prendre la mesure de la situation et nos responsabilités à tout moment. Je n'ai entendu personne ici au CN soutenir la candidature de JL Mélenchon. C'est un changement que je note par rapport à 2012 et 2017.

Pour finir, les semaines qui viennent d'ici le 10 avril, puis le 9 sont déterminantes pour cela. Alors engageons nous pleinement dans ce débat et faisons de notre conférence nationale, et du vote du 9 mai, un événement politique, dans la forme comme dans le fond !

Fabienne Haloui – Vaucluse

Le PCF n'a cessé de dénoncer le scrutin présidentiel de la 5ème République et ses effets pervers, d'affirmer vouloir en finir avec la monarchie présidentielle en militant pour une 6ème République. Notre démarche a souvent consisté, à la fois, à contourner la personnalisation à outrance du débat politique et, parce notre ADN c'est le rassemblement, à opter pour des stratégies majoritaires comme nous l'avons fait aux élections municipales et comme nous tentons de le faire aux élections départementales et régionales. L'exigence de porter un candidat communiste à la présidentielle, dans le contexte du moment, contredit l'appel au rassemblement que nous cessons de marteler, alors que nous sommes à 1 % dans les sondages, que les forces de gauche sont affaiblies dans leur ensemble, que LREM joue dangereusement avec l'extrême droitisation du débat. Je prends très au

sérieux la menace de l'extrême-droite, mon inquiétude n'est pas motivée par le seul prisme électoral mais par la façon dont notre société est gangrenée idéologiquement, alors que nous avons insuffisamment mesuré la portée du choc du dernier attentat, mais aussi les conséquences sociales et économiques de la crise sanitaire, ce que représente symboliquement de vivre sous couvre-feu et alors qu'on nous prépare à recevoir la présentation de la facture pandémie.

La façon dont Macron s'est emparé, idéologiquement, du terrible attentat, la façon dont il façonne cette république autoritaire et sécuritaire et la façon dont est gérée la crise sanitaire pourraient laisser penser que Macron fait fi des élections intermédiaires pour réussir l'objectif des forces du capital d'en finir avec la gauche et le parti communiste qui après avoir disparu du parlement européen, pourrait disparaître l'an prochain du parlement national. Car pour moi ce qui se joue n'est pas de l'ordre du rapport de force entre la gauche de transformation sociale et la social-démocratie mais la capacité de la gauche à être présente au 2ème tour. J'entends mon parti déclarer vouloir mener la bataille contre l'extrême droite, je partage cette volonté mais encore faudrait-il analyser autrement que par l'emploi-formation en quoi l'extrême droite a gagné la bataille de l'hégémonie culturelle, pourquoi à gauche sommes-nous si mauvais pour faire à l'offensive réactionnaire ultra-droitière et raciste et laisser penser que 70 % des français considèrent qu'il y a un problème avec l'islamo-gauchisme. L'extrême droite n'est pas forte seulement dans les pays confrontés à des crises sociales et économiques, nous savons trop que le rappel à l'histoire est inopérant et l'incantation ne remplace pas l'analyse. La force de l'extrême droite c'est de s'être réarmée idéologiquement en investissant des concepts républicains et des valeurs de gauche pour mieux les pervertir à des fins inégalitaires, autoritaires et racistes. La faiblesse de la gauche et du PCF c'est de ne pas avoir réactualisé leur logiciel, c'est de voir le racisme essentiellement sous l'angle moral, délictueux et répréhensible alors que l'opinion publique et médiatique est banalement « lepnisée ».

Dans ce violent affrontement de classes, nous devons avoir une vision du monde et de la société sur l'ensemble des questions qui aiguïssent le débat politique car toutes celles que nous ne traitons pas nous mettent sous la pression de l'idéologie dominante, j'en veux pour preuve la position ambiguë de nos député·e·s sur la loi séparatisme qui nous éloigne de l'esprit de la loi de 1905, de la laïcité de Jaurès et d'Aristide Briand, notre incapacité à saisir les débats sur les questions de l'antiracisme surinvesti par les milieux droitières à des fins racistes. Ces exemples démontrent qu'aussi bien à gauche qu'au sein du PCF nous sommes affaiblis idéologiquement pour mener la bataille contre l'extrême droite, et la pire des choses serait d'adopter la ligne du Printemps républicain, créé en 2016 par des proches de Manuel Valls qui fonctionne comme un véritable lobby dont la force idéologique est d'avoir intégré le concept d'hégémonie culturelle de Gramsci au service d'un nouvel ordre républicain autoritaire, d'une laïcité de combat qui nous déporte vers une vision de droite. Ce n'est pas ainsi que nous déconstruirons les dominations et les oppressions qu'elles soient capitalistes, patriarcales ou racistes, ce n'est pas ainsi que nous participerons à la construction d'un nouvel imaginaire en donnant à voir la société d'émancipation que nous voulons. Voilà pourquoi je trouve insuffisant le texte qui nous est présenté, certain·e·s camarades m'opposeront nos propositions économiques et sociales, il ne s'agit surtout pas pour moi de les opposer ou de privilégier une dimension au détriment de l'autre, mais de mener toutes ces questions de front pour donner à voir la vision d'une société émancipée. Ensuite, j'ai du mal à croire qu'une candidature communiste, estimée à 1% dans les sondages, qui ferait même le tour de force de multiplier par 4 cette estimation, comment une telle candidature pourrait porter le rassemblement contre la droite et l'extrême droite. Au-delà de ce réarmement idéologiquement durable dont nous avons besoin, la question à laquelle doit répondre la conférence nationale c'est comment construire une alternative en rupture avec la vision libérale et néo-conservatrice de la société. La crédibilité d'une alternative passe par la nécessité de construire un projet qui réponde aux urgences sociales écologiques et démocratiques qui place la solidarité, la coopération au centre là où le libéralisme fait triompher la concurrence, la surexploitation et toutes les oppressions. Mais la crédibilité d'un projet passe indissociablement par le contenu et la majorité que nous voulons construire pour le mettre œuvre. Contenu et rassemblement sont indissociables au risque de se voir entendre la phrase détestable, vous avez de bonnes idées mais vous ne représentez rien ou vous êtes incapable de vous

entendre. Pour ces raisons idéologiques et stratégiques, je ne crois pas à l'aventure solitaire d'une candidature communiste qui au final, prendrait le risque de faire disparaître le groupe des députés communistes à l'Assemblée nationale.

Le parti communiste a toujours fait preuve de son utilité lorsqu'il était dans le rassemblement et son initiative. C'est pour cela que j'opte pour une démarche d'alliance et de coalition, dans la clarté d'un projet de rupture. Je me prononce pour donner à notre secrétaire national le mandat d'interpeller et rencontrer l'ensemble des forces de gauche et de l'écologie et les acteurs et actrices du mouvement social pour construire une stratégie partagée qui débouche sur un accord de gouvernement reposant sur 10 mesures majeures et une majorité parlementaire représentative de la diversité des forces de gauche et écologistes, une stratégie qui devrait déboucher, indissociablement, sur des candidatures unitaires dans toutes les circonscriptions et sur la désignation d'un·e candidat·e pour porter cet accord de mandature. Notre priorité est de marteler cette démarche de rassemblement visant à restaurer la démocratie parlementaire dans l'opinion et qu'elle fasse sens auprès des électeurs et électrices de gauche et écologistes qui majoritairement aspirent à l'union. Ce serait ainsi la seule façon de contourner l'obstacle de la présidentielle afin de redonner espoir et d'enclencher une dynamique ouvrant une perspective à celles et ceux qui croient encore en la capacité de la gauche de changer et au rôle que pourrait jouer le parti communiste dans ce rassemblement. La partie sera difficile, mais seul notre parti peut porter cette démarche. Nous devons la tenter, nous saurons toujours à temps si nous n'y parvenons pas de présenter une candidature communiste.

SAMEDI APRES-MIDI

Raphaël Debu – Rhône (*non communiquée*)

Sandra Blaise – Vosges

Merci à Denis Rondepierre pour la présentation du budget et aux camarades qui ont eu la charge de préparer une proposition de budget pour 2021. Marie-Jeanne Gobert et Denis Rondepierre viennent de rappeler le contexte particulièrement difficile dans lequel les camarades salarié·e·s du siège exécutent leurs difficiles tâches. Mon intervention portera justement sur une interrogation sur le recrutement et notre politique salariale qui me semble très opaque. Il est important que les camarades du Conseil national qui se prononcent sur le budget aient aussi un regard sur la politique salariale qui a forcément un impact sur le budget global sur lequel ils sont amenés à se prononcer. Je demande donc que soit rendu plus transparent la politique de recrutement. Le Conseil national doit à mon sens connaître les salarié·e·s du siège et les fonctions occupées. On nous annonce des départs en retraite mais on ne nous fournit pas les besoins réels du siège et comment est quantifié le travail de chacun. Aujourd'hui on réduit le personnel et la charge de travail sur le personnel est en augmentation pour celles et ceux qui restent ce n'est pas sérieux.

Françoise Baran – Paris (*non communiquée*)

Hervé Poly – Pas-de-Calais (*non communiquée*)

Jean-Pierre Meyer – Var (*non communiquée*)

Taylan Coskun – Seine-Saint-Denis

Notre budget 2021 prend une dimension particulière car il prépare les échéances qui sont devant nous. Il est préparé pour la deuxième année au regard des contraintes très strictes qui nous sont imposées par la loi de financement des partis politiques et des campagnes électorales. Le travail de consolidation nécessités par cette loi est extrêmement difficile pour les camarades du pôle Moyens et de la trésorerie.

Nous avons besoin d'une grande solidarité entre nos fédérations et le Conseil national afin que les

comptes présentés à la CNCCFP soient conformes et que notre certification de parti politique ne soit pas mise en danger.

J'ai entendu des inexactitudes, voire des invectives désobligeantes dans nos débats qui montrent que la question de la consolidation est mal comprise, y compris au niveau de nos instances de direction. Nous tenons tous les éléments d'information à la disposition des dirigeants pour lever toute interprétation erronée. C'est un sujet extrêmement sensible. Le prendre à la légère serait un acte irresponsable et dangereux.

Le budget pour les échéances présidentielle et législatives implique non seulement les réserves que nous avons prévues dans le compte du Conseil national en 2020 et en 2021, mais aussi un effort exceptionnel de souscription nationale et de prêts de la part des fédérations. Nous rencontrons les secrétaires fédéraux pour constituer ce budget, dont les recettes seront définies en fonction de la décision des communistes et du style des campagnes à venir.

Conformément à la loi, le budget total des présidentielles sera versé au sein de l'Association de financement de la campagne que nous sommes en train de constituer. Par ailleurs les salarié·e·s de l'équipe de campagne seront dans cette association, si la décision des communistes à l'issue de la conférence nationale est de présenter un candidat communiste à ces échéances.

Le pôle Moyens est mobilisé avec notre secrétaire national pour que les conditions matérielles de cette campagne soient réunies. En même temps que le budget de ces échéances, nous veillons à ce que la situation financière de notre parti ne soit pas mise à mal par l'effort exceptionnel que représente la participation à une campagne présidentielle. C'est la raison pour laquelle, d'un même pas, nous travaillons à avoir des projections claires sur nos comptes jusqu'en 2024 afin d'absorber toutes les conséquences financières de l'année 2022. En sachant que le résultat en nombre de voix obtenues aux législatives servira de base au reversements des aides de l'État.

Le moment est donc à une grande mobilisation du parti à tous niveaux pour faire face ensemble aux enjeux qui sont devant nous.